

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N° 44

3 OCTOBRE 1992

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

APRES LE REFERENDUM SUR LE TRAITE DE MAASTRICHT

LE "OUI" MINORITAIRE

Rarement propagande officielle n'a été si intense, si mensongère, si vicieuse que pendant la campagne préparatoire au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Pendant des semaines, du matin au soir, sous une forme insidieuse ou ouvertement, radio et télévision ont donné de la voix et de l'image pour le vote "oui". La dernière semaine de campagne a été, de ce point de vue, remarquable. Au cas où le "non" l'aurait emporté, le ciel devait s'abattre sur la tête de la population française. La preuve ? Selon Bérégoovoy et les autres, c'était la crainte d'une majorité de "non" qui déclençait la crise monétaire et financière.

S'étaient engagés sous la bannière du "oui" : le gouvernement Mitterrand-Bérégoovoy-Durieux ; la grande majorité des dirigeants du PS et son appareil ; les dirigeants au plus haut niveau de "l'opposition", le prédécesseur à la présidence de la République de Mitterrand, Giscard d'Estaing, l'ancien premier ministre Raymond Barre, l'ancien futur candidat à la présidence de la République également ancien premier ministre Jacques Chirac, le futur candidat premier ministre dans l'éventualité du retour d'une majorité de députés du RPR et de l'UDF à l'Assemblée Nationale, Edouard Balladur. Excusez du peu. Pourtant ce n'est pas tout. Les dirigeants des prétendues centrales syndicales la CFTC, la CFDT, la CGC (Confédération Générale des Cadres), ceux de la FEN se sont faits les porte-paroles du "oui". Officiellement la direction de la centrale FO ne s'est prononcée ni pour le "oui" ni pour le "non", mais André Bergeron, ex-secrétaire général de la confédération, porteur de sa tradition, a appelé à voter "oui". A quoi il faut ajouter le caractère mystificateur de la plupart des référendums, leur caractère anti-démocratique, même du point de vue de la démocratie bourgeoise.

Les résultats sont les suivants :

	Nombre de voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport aux votants
Inscrits	38 305 534		
Votants	26 695 951		
Non votants	11 609 583	30,30	
Blancs / nuls	909 377	2,37	
"OUI"	13 162 992	34,36	51,04
"NON"	12 623 582	32,95	48,95

Le "oui" ne l'emporte donc sur le "non" que de 539 410 voix, soit 1,41 % des inscrits et 2,09 % des exprimés. Mais en outre, il y a 909 377 bulletins nuls ou blancs. Peut-être quelques centaines de milliers résultent d'erreurs ou sont des votes fantaisistes. Mais le reste, c'est-à-dire plusieurs centaines de milliers, a un sens politique. Il est impossible que ces bulletins émanent de partisans du "oui" au traité de Maastricht. Qu'ils soient électeurs traditionnels du PS, du RPR ou de l'UDF, les partisans du "oui" n'avaient aucune raison de ne pas voter directement "oui". Par contre nombre de ceux qui rejettent le traité de Maastricht n'ont pas voulu mélanger leurs bulletins de vote à ceux des électeurs du Front National ou du RPR qui ont suivi les ultra-réactionnaires Pasqua et Seguin, ou encore à ceux de l'UDF qui ont suivi le chouan de cette fin du XXe siècle, De Villiers. Enfin ceux qui n'ont pas estimé devoir participer à ce référendum parce qu'estimant qu'il était une tromperie et une mystification, sont par définition contre le traité de Maastricht. Au total, ce référendum a confirmé que la majorité des électeurs sont contre le traité de Maastricht.

PLEBISCITE POUR MITTERRAND : ECHEC

Il n'empêche que légalement le référendum s'est traduit par une faible majorité, mais une majorité tout de même, se prononçant pour le traité de Maastricht. Pour autant Mitterrand n'a pas atteint les objectifs qu'il se fixait. Le premier était, qu'on l'admette ou non, une sorte de plébiscite. Pour faire adopter le traité de Maastricht, légalement Mitterrand n'avait pas besoin du référendum. Il suffisait que ce traité obtienne au

parlement (Assemblée Nationale et Sénat) la majorité requise. Or le congrès, réuni à Versailles en vue de ratifier la modification de la Constitution afin que les ressortissants des autres pays de la CEE puissent, selon les exigences du traité, devenir électeurs aux élections municipales, avait montré qu'une telle majorité parlementaire existait et qu'elle était large.

Mais Mitterrand estimait que les dirigeants du RPR et de l'UDF seraient contraints d'appeler à voter "oui" s'il organisait un référendum sur le traité de Maastricht. Tout en condamnant le recours au référendum, Giscard d'Estaing et les dirigeants de l'UDF se sont ralliés au "oui". Toutefois, ils ont précisé que ce n'était pas la politique de Mitterrand qu'il s'agissait d'approuver, mais un traité "d'inspiration libérale et faisant progresser l'Europe". Giscard d'Estaing a expliqué : «*Il ne faut pas se tromper de scrutin. Aujourd'hui oui à l'Europe. Au moment des élections à l'Assemblée Nationale non à Mitterrand et au "socialisme"*». De son côté, Jacques Chirac et les principaux dirigeants du RPR ont également dû se rallier au "oui". Mitterrand escomptait donc que le "oui" l'emporterait par 65 à 70 % des suffrages exprimés. A l'évidence, malgré les restrictions de Giscard d'Estaing, de Chirac et des autres, de tels résultats auraient été un succès pour lui et auraient redoré son blason.

Mais une partie du capitalisme français était contre la ratification des accords de Maastricht. Elle a trouvé dans le FN de Le Pen, une grande partie de l'appareil du RPR derrière Seguin et Pasqua, une partie des "notables" de l'UDF derrière De Villiers et dans le PCF, des instruments politiques.

D'après les instituts de sondage, 58 % des électeurs habituels du RPR, 38 % de ceux de l'UDF auraient voté "non". Ce vote s'est recoupé avec celui de la majorité de la population laborieuse dont 60 % aurait également voté "non", 22 % de l'électorat habituel du PS aurait aussi voté "non". Si bien que le "oui" est passé ric-rac et qu'au contraire de ses espérances, le président et le PS apparaissent comme étant très isolés.

La carte géographique des résultats est claire. Les départements qui ont donné la majorité officielle au "oui" ce sont ceux où la hiérarchie catholique dispose d'une grande influence. "Libération" du 23 septembre écrit : «*De la Bretagne à l'Est en passant par le Sud du Massif Central, la carte du oui recoupe bizarrement celle de la pratique religieuse*» (Eric Dupin). Le "oui" obtient aussi d'importants pourcentages à Paris, dans les Hauts de Seine, le Val de Marne, le Val d'Oise, les Yvelines, l'Essonne fortement contrôlés par les directions du RPR et de l'UDF, ainsi que dans des villes comme Lyon et Toulouse. Le paradoxe suivant apparaît donc : les dirigeants du RPR et de l'UDF ont vu une partie de leur électorat leur échapper, c'est pourtant grâce à eux et surtout à la hiérarchie catholique que le "oui" doit d'être officiellement majoritaire. Mitterrand a loupé son plébiscite.

DIVERGENCES AU RPR ET LEURS LIMITES

"Casser l'opposition", tel était le second objectif que Mitterrand se fixait en décidant d'un référendum sur le traité de Maastricht. Là aussi : échec. Certes, entre ceux qui ont appelé à voter "oui" et ceux qui ont appelé à voter "non", de dures frictions existent et ne disparaîtront pas facilement et rapidement, cela concerne surtout le RPR. Le Conseil national du RPR, qui a suivi le référendum, il s'est tenu le 23 septembre, a montré ce qu'il en était. Avant que celui-ci ne se tienne, Pasqua et Seguin ont convoqué une réunion des parlementaires RPR ayant appelé à voter "non" pour les inciter à ne pas participer à ce Comité national. Sur les 110 parlementaires qui s'étaient prononcés pour le "non", une cinquantaine seulement a répondu à cette convocation. A la suite de quoi Pasqua et Seguin ont publié un communiqué qui se conclut ainsi :

«Nous estimons donc que la convocation précipitée d'un conseil national du RPR, sur un ordre du jour irréal, n'est pas de nature à répondre aux aspirations exprimées par les Français et, plus particulièrement, par nos propres électeurs.»

Le problème n'est pas de confirmer la légitimité de Jacques Chirac, qui n'a jamais été mise en cause, mais d'arrêter une ligne politique correspondant à l'attente des Français.

C'est pourquoi, en accord avec les parlementaires qui ont appelé à voter "non", nous avons estimé inutile de participer à la réunion convoquée par la direction du RPR ce mercredi 23 septembre.»

Pour l'instant ni Pasqua ni Seguin n'ont défini ce qu'est "une ligne politique correspondant à l'attente des Français". Il semble cependant que ce soit : la remise en cause, ouverte ou de facto, du traité de Maastricht par un gouvernement issu de nouvelles élections législatives ; le refus d'une nouvelle "cohabitation", c'est-à-dire la démission de Mitterrand. A quoi

s'ajouterait une "grande politique sociale", ce qui, dans l'optique de Pasqua et Seguin, ne peut que signifier aller vers l'association capital-travail. La nouvelle ligne politique comprendrait : maintien de Jacques Chirac à la tête du RPR mais renouvellement de sa direction ; élimination de Baladur (candidat à la direction d'un nouveau gouvernement formé à la suite de nouvelles élections ayant lieu normalement en mars 1993, partisan d'une nouvelle cohabitation, pro-Maastricht et en accord avec la politique économique et "sociale" du gouvernement actuel) ; élimination de la direction des Juppé, Sarkozy et autres qui devraient laisser la place à des partisans du "non".

Néanmoins, une grande partie des parlementaires du RPR qui a appelé à voter "non", a participé au Conseil national du 23 septembre. Jacques Chirac y a été plébiscité en obtenant 487 voix sur 515, soit 95 %. Rien n'est pourtant encore réglé au sein du RPR. Cependant Pasqua et Seguin ont affirmé qu'il n'était pas question pour eux de sortir du RPR et de former un nouveau parti. Plus important que cette déclaration : quelle place politique peut-il y avoir, entre le RPR et le FN, pour un nouveau parti ? De plus, en faisant scission d'avec le RPR, Pasqua, Seguin et leurs amis risqueraient fort de ne plus pouvoir accéder à des postes gouvernementaux. Enfin, le RPR risquerait, en cas de scission, de ne plus être le premier parti de l'opposition. Il n'aurait plus la certitude de diriger un futur éventuel nouveau gouvernement et d'occuper la présidence de la République au lendemain d'élections à l'Assemblée Nationale et à la présidence de la République. Voilà qui le protège des tentations de scission. D'ailleurs depuis la réunion du CN du RPR, Chirac a déclaré qu'il n'était pas non plus partisan d'une "nouvelle cohabitation" tandis que Pasqua et Seguin expliquaient que bien sûr il n'était pas question de faire une sorte de "coup d'Etat" pour obliger Mitterrand à partir mais qu'il ne devrait pas y avoir pour lui de "secteur réservé", à savoir la politique étrangère. C'est un "rapprochement" des points de vue.

A L'UDF

De leur côté, les dirigeants des différentes formations qui composent l'UDF ont été, tout au long de la campagne et à la vue des résultats du référendum, très nets : tout est de la faute du pouvoir "socialiste" qu'il s'agit de balayer aux prochaines élections en recomposant l'union de l'opposition. Le communiqué du Bureau politique de cette formation dit : «*les deux partenaires (l'UDF et le RPR, NDLR) sont responsables en commun de la fin prochaine du pouvoir socialiste et du*

redressement qui va suivre». Or Mitterrand comptait sur des forces venant de l'UDF pour constituer une nouvelle majorité. Fait nouveau, nombre de dirigeants de l'UDF se prononcent contre une nouvelle "cohabitation". Ce qui n'empêche naturellement pas l'UDF de se réjouir des dissensions à l'intérieur du RPR espérant bien qu'elles lui permettront de devenir la première formation de l'opposition.

AU PS

En attendant, le gouvernement Mitterrand-Bérégovoy-Durieux est déjà dans une situation très difficile. La crise du franc le menace. Il a reculé de huit jours la publication du budget. Il redoute une motion de censure que, à la rentrée parlementaire, ou à l'occasion de la discussion du budget, l'opposition déposerait et que le PCF voterait. Quant au PS, devant la débâche qui s'annonce, il est bien incapable de définir une

ligne politique. Le premier Comité directeur du PS qui s'est tenu depuis le référendum (23 septembre) a été incapable d'en définir une. Il n'a même pas sanctionné Chevènement qui a fait campagne pour le "non" et tente très officiellement de construire un autre parti que le PS. Sa préoccupation principale a été de marchander avec les écologistes en vue des élections de mars 1993.

AU PCF

Quant à la direction du PCF, elle se prononce toujours pour l'Europe de la CEE sans Maastricht, au côté d'une partie de la bourgeoisie française. Elle ajoute, bien sûr, que cette Europe doit respecter la "nation française", qu'elle doit être "pacifique, sociale, solidaire, généreuse, démocratique" et tout et tout. Elle fait en sorte que sa politique s'adapte à ce qui est nécessaire pour que le RPR et l'UDF reviennent au pouvoir. Outre la

politique de saccage des mouvements de la classe ouvrière que pratiquent les dirigeants staliniens, les députés du PCF voteront ou ne voteront pas de motion de censure selon que le RPR et l'UDF estimeront que c'est ou que ce n'est pas encore le moment de renverser le gouvernement Mitterrand-Bérégovoy-Durieux.

"LE SME DANS LE COMA"

Le "oui" majoritaire, la ratification du traité de Maastricht par le président de la République est autorisée. Mais le constat de Seguin est exact : le traité de Maastricht est en charpie. Les réalités, les contradictions, les antagonismes du régime capitaliste sont plus forts que les 51,05 % des suffrages exprimés votant "oui" au référendum et que toutes les "volontés politiques" voulant les cadenasser et les étouffer. Ils viennent de disloquer le Système Monétaire Européen :

«Jeudi 17 septembre 1992 à 6 heures du matin, pour la première fois depuis sa mise en œuvre officielle, le 13 mai 1979, le système monétaire européen a littéralement explosé, sous l'assaut de la spéculation, en attendant le résultat du référendum français sur le traité de Maastricht. Seul subsiste d'ici au lundi 21 septembre un "noyau dur" de monnaies fortes, véritable pivot du système qui regroupe autour du mark, les monnaies qui lui sont liées, à savoir le franc français, le florin néerlandais et le franc belge, auxquels on peut rattacher la couronne danoise, la livre irlandaise et la peseta espagnole, qui se raccroche de justesse au prix d'une dévaluation de 5 % » (depuis le gouvernement espagnol a dû rétablir le contrôle des changes, NDLR) (François Renard, "Le Monde" du 18 septembre 1992). Le numéro suivant du "Monde" titre son éditorial économique : «*Le SME dans le coma*».

Au lendemain du référendum la spéculation contre le franc n'a pas cessé. La Banque de France et la Bundesbank combinent leurs interventions pour éviter qu'il soit dévalué et, peut-être, qu'il soit obligé de sortir à son tour du SME. En fait, le gouvernement allemand s'efforce d'éviter que le SME soit

réduit à strictement la zone mark. Pour cela il prend sous tutelle le franc français... jusqu'à quel point ? Cela durera-t-il et suffira-t-il ?

Le SME craque en raison des déséquilibres économiques entre les pays dont les monnaies y participaient. La crise économique rampante qui sévit depuis bientôt trois ans rend inviable la construction artificielle qu'est le SME. Il a été formé pour pallier au niveau de la CEE, à la dislocation du système monétaire internationale formé en 1944 à Bretton Woods. Alors tout le système monétaire international était basé sur le dollar. Chaque monnaie représentait théoriquement une certaine quantité d'or ou de dollars. Le dollar était lui-même basé sur l'or. Toute banque centrale possédant des réserves de dollars pouvait les échanger auprès de la FED contre de l'or à la parité de 35 dollars pour une once d'or. Le FMI devait permettre aux monnaies en difficultés d'avoir un soutien à certaines conditions et dans une certaine mesure. Les gouvernements avaient le droit, en dernier ressort, après autorisation du FMI, de modifier la parité or ou dollar de la monnaie émise par la Banque centrale de leur pays.

Lorsque le 15 août 1971 Nixon a décrété la non convertibilité du dollar en or, le système monétaire internationale de Bretton Woods, déjà en ruines, s'est effondré. Le 12 mars 1973, l'Allemagne, la France, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, décidaient de maintenir, par rapport à un cours pivot, l'écart de leurs monnaies au maximum à plus 2,25 % au minimum à moins 2,25 %. C'était le serpent européen. Le 19 janvier 1974, le gouvernement français faisait sortir le franc du serpent européen et le laissait flotter librement. A la session restreinte du FMI de janvier 1975,

décision fut prise d'abolir tout prix officiel de l'or. C'était le prélude à l'accord de la Jamaïque du 8 janvier 1976 décidant la "démonétisation" de l'or. Après maintes tractations un accord se réalisait entre les gouvernements membres de la CEE pour créer le Système Monétaire Européen qui est entré en application le 13 mars 1979. Son but : limiter les flottements trop importants entre les monnaies des membres de la CEE.

Comme le "serpent", le flottement de chaque monnaie devait être limité à plus ou moins 2,25 d'un cours pivot. Mais une unité monétaire européenne était créée, l'ECU. Elle était émise en contre-partie d'une fraction égale à 20 % des réserves en or et en dollars possédées par les banques centrales des pays participants au SME. La "valeur" de l'ECU est déterminée par une moyenne pondérée du cours des monnaies participants au SME. C'est un moyen de règlement entre les autorités monétaires de chaque pays. Il peut être utilisé comme numéraire dans les mécanismes de taux de change. De plus, à

la suite des accords de Bâle et de Nyborg de 1987, la banque centrale dont la monnaie est attaquée peut bénéficier de financements à très courts termes de la part de celle dont la monnaie est la plus forte. Ces lignes de crédit d'une durée de trois mois environ peuvent être renouvelées sur une durée totale de neuf mois. Jusqu'alors l'ECU n'a pas joué de rôle important dans les relations économiques et financières des pays de la CEE, sauf à être la résultante d'un "panier de monnaies" par rapport auquel se définit le cours pivot de chacune d'elles. Pour le développement des relations économiques à l'intérieur de la CEE, il était important de disposer d'un système qui stabilise relativement, les unes par rapport aux autres, les monnaies des pays qui y participent. Tel était l'objectif du SME. Mais ce système est artificiel. Il n'a pas de base objective réelle. Jusqu'à 1990 la livre restait en dehors du SME. La Grèce économiquement et financièrement trop instable n'y est pas entrée.

DES CONDITIONS IRREALISABLES

A la vérité, la poutre maîtresse du SME est aussi, actuellement, en train de pourrir. Les problèmes que posent la réunification de l'Allemagne au gouvernement et au capital allemands sont tels que l'émission monétaire est considérable. Pour maintenir le mark comme monnaie "forte" au sein du SME, sur les marchés monétaires et financiers internationaux, se procurer des capitaux, la Deutschbank pratique des taux d'intérêt (taux d'escompte, taux Lombard) très élevés. La tentative de maintenir la lire dans le SME, le soutien du franc, ont coûté à la Deutschbank des dizaines de milliards de marks.

Outre les déséquilibres économiques entre pays, la crise rampante actuelle rend de plus en plus intolérables les hauts taux d'intérêt que la défense du mark et le besoin de capitaux en Allemagne imposent. Elle rend de plus en plus insupportables, à des secteurs importants du capital, la rigueur monétaire, les limites des déficits budgétaires. Ils ont besoin d'une relance basée sur l'action budgétaire, la baisse des taux d'intérêt, même s'il s'ensuit une relance de l'inflation, l'accroissement de l'endettement de l'Etat. Même en Allemagne ces nécessités se font sentir. Au deuxième trimestre de 1992 le PIB a diminué de 0,5 %.

Ce sont des forces objectives qui disloquent le traité de Maastricht. La marche à la Banque Centrale Européenne, à une

monnaie unique impliquait que le SME passe du stade des monnaies à parités fixes mais ajustables à celui des monnaies à parités fixes mais non ajustables. Les conditions draconiennes en matière de budget, d'endettement, de hausse des prix exigées par le traité de Maastricht ne sont pas arbitraires. Elles sont des conditions minimum à la mise sur pied d'une monnaie unique. Le "SME est dans le coma". Les conditions posées pour établir au niveau de la CEE une monnaie unique s'avèrent irréalisables. Pour réintégrer le SME, ratifier le traité de Maastricht, le gouvernement anglais pose désormais des conditions inacceptables pour le capital allemand et son gouvernement. Les capitalismes italien, espagnol, portugais, irlandais, grec sont incapables de remplir les conditions du traité de Maastricht. Le gouvernement danois demande la révision du traité. Les gouvernements espagnol, portugais, irlandais viennent de rétablir le contrôle des changes. Les gouvernements français et allemand admettent que des modifications doivent être apportées au traité. D'après les rumeurs, Mitterrand et Kohl envisageraient une Europe à deux vitesses. Seul le Bénélux, la France et l'Allemagne participeraient à la Banque Centrale Européenne et auraient une monnaie unique, c'est-à-dire la zone mark plus la France. Ce plan est évidemment des plus aléatoires et déséquilibré. Il est peu probable d'ailleurs qu'en dernière analyse l'impérialisme français consente à être prisonnier de la zone mark.

"RIGUEUR"

Maastricht ou non, la bourgeoisie de chaque pays doit redoubler et accélérer son offensive tous azimuts contre la classe ouvrière, la population laborieuse et la jeunesse. Sous le titre «Rigueur : l'Europe pratique la thérapeutique de groupe» et le sous-titre «La tempête monétaire qui vient de secouer le continent risque de laisser des traces profondes dans les économies. Et les plans d'austérité que plusieurs pays ont été contraints d'instaurer réduisent les espoirs de reprise l'an prochain. La France n'est pas épargnée», "Libération" du 25 septembre écrit :

«En Scandinavie, la Suède en fournit le meilleur exemple. Une union sacrée réunissant, pour la première fois conservateurs et sociaux-démocrates vient de décider un plan de rigueur des plus secs. Tout est passé à la moulinette. Le déficit budgétaire qui permet à l'Etat de soutenir une économie anémiée, va être réduit

de plusieurs dizaines de milliards de francs. Les budgets sociaux symboles de l'Etat-providence sont, eux aussi touchés : retraites, assurance-maladie, allocations familiales vont être rognées (sans omettre la croissance du chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la détérioration des conditions de travail et d'existence, etc..., NDLR).

Dans la CEE, c'est l'Italie qui s'offre la cure de ricin la plus amère. Le gouvernement de Giuliano Amato a annoncé des mesures sans précédent pour réduire de 380 milliards de francs le déficit budgétaire : impôts nouveaux, augmentation de l'âge de la retraite, réduction des pensions. Les syndicats qui sont descendus dans la rue ont bien compris que la Péninsule s'apprête à vivre des temps difficiles. "S'il est complètement appliqué, le plan de rigueur va réduire de

2 à 3 % la croissance italienne l'an prochain", juge Patrick Artus de la Caisse des dépôts. (Là aussi, croissance du chômage, détérioration des conditions de travail et de vie, suppression de l'échelle mobile des salaires avec l'accord des confédérations, NDLR).

En Espagne, le gouvernement va devoir durcir un budget qui avait déjà créé de l'agitation sociale. Enfin, la Grande-Bretagne qui vient de baisser ses taux d'intérêt a, elle aussi, prévu un plan de rigueur

budgétaire dont les détails sont encore inconnus.

... Si on y ajoute les plans sévères déjà prévus par la Belgique ou les Pays-Bas, c'est quasiment toute l'Europe qui met en place des politiques d'une rare rigueur au pire moment, alors que leurs économies patinent...

.. La France n'est pas épargnée. Elle subira les conséquences des problèmes de ses voisins».

POUR LA RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE, LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES

Immédiatement après le référendum, les organisations et partis bourgeois (RPR, UDF) mais aussi le PS et le PCF, se sont entièrement axés sur les prochaines élections à l'Assemblée Nationale qui doivent avoir lieu en mars 1993. Le RPR et l'UDF peuvent faire en sorte que cette échéance soit avancée. Ainsi que cela a déjà été écrit plus haut, à la rentrée parlementaire, ou à une quelconque occasion, ou au moment où se discutera le budget, une motion de censure que déposerait le RPR et l'UDF et que voteraient les députés du PCF pourrait obtenir la majorité absolue. Mitterrand serait contraint soit de dissoudre l'Assemblée Nationale et de procéder à des élections anticipées, soit de désigner un autre gouvernement qui pourrait subir le même sort. Une crise politique se nouerait que seule la dissolution de l'Assemblée Nationale et des élections législatives anticipées, ou la démission de Mitterrand de la présidence de la République dénoueraient. Un autre scénario est également possible : celui de la démission à brève échéance de Mitterrand en raison, ou sous prétexte, de sa maladie. Ce sont là des possibilités.

Le gouvernement Mitterrand-Bérégovoy-Durieux est, sans conteste, un gouvernement bourgeois, entièrement et servilement au service du capitalisme, de l'impérialisme français. Il faut le balayer et il sera balayé dans des délais maintenant obligatoirement relativement courts. Cependant il s'agit de savoir qui le balayera. Non seulement la classe ouvrière n'a rien à attendre du retour au pouvoir du RPR et de l'UDF, mais elle a tout à en redouter. Or, compte tenu des rapports politiques existant actuellement en France, il est

certain, qu'en cas de dissolution de l'Assemblée Nationale, les élections législatives se concluraient par l'élection d'une majorité écrasante de députés de l'UDF et du RPR, d'autant plus que le scrutin de circonscription uninominal à deux tours est la loi électorale en vigueur. Une élection présidentielle verrait l'élection d'un président de la République UDF ou RPR. Ces partis reprendraient le pouvoir. Se servant comme d'un tremplin de la politique que les gouvernements constitués par Mitterrand ont pratiquée, des effets qu'elle a, ils mettraient en œuvre une politique, sorte d'intégrisme de la Ve République, y inclus l'association capital-travail.

Actuellement des élections législatives ou (et) à la présidence de la République réaliseraient les conditions politiques optimum du déchaînement de l'offensive contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, que Maastricht ou pas Maastricht, la défense et le maintien du régime capitaliste en crise implique. Briser cette offensive nécessite que les organisations ouvrières, syndicats et partis, rompent avec la bourgeoisie, réalisent le Front Unique ; que se produise une mobilisation des masses qui impose un gouvernement des partis d'origine ouvrière, ne comprenant pas de ministres représentants d'organisations et de partis bourgeois. Le prolétariat aurait à imposer à ce gouvernement : qu'il satisfasse ses revendications ; qu'il s'attaque au régime capitaliste en crise et pourrissant ; qu'il décide de la mise sur pied d'un plan de production élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier qui vise à ce que les immenses besoins des masses soient satisfaits.

LA FRONTIERE DE CLASSE NE PASSE PAS ENTRE LES "OUI" ET LES "NON"

Mais militer pour et sur cette orientation fait obligation de dissiper une mystification : la ligne de fracture entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est pas celle qui sépare les électeurs ayant voté "oui" et ceux ayant voté "non". Parmi ceux qui ont voté "oui", il y a nombre d'ouvriers, de travailleurs et de leurs alliés potentiels. Parmi ceux qui ont voté "non" il y a nombre de bourgeois, de petits bourgeois, de ressortissants de la politique ultra-réactionnaire des Le Pen, des Pasqua et des Seguin. Il faut, ici, revenir à l'analyse du scrutin. Elle fait ressortir que si 41 % des électeurs habituels du RPR, 61 % de ceux de l'UDF ont voté "oui", 78 % des électeurs du PS ont également voté "oui". Or, les électeurs du PS sont, dans leur grande majorité, des travailleurs et font partie de couches sociales exploitées, nombre d'entre eux sont des ouvriers. Il faut gagner les électeurs qui votent généralement pour le PS à la rupture avec la bourgeoisie, à la réalisation du Front Unique des organisations ouvrières.

De l'autre côté, la composition sociale et politique de ceux qui ont voté "non", est hétérogène. Dire que 60 % des ouvriers et des paysans ont voté "non", c'est convenir que 40 % des

ouvriers sont restés en dehors du vote "non". De plus, la classification "paysan" est propre à introduire des confusions : le mot paysan recouvre des différenciations considérables. Politiquement la composition politique des électeurs ayant voté "non" serait : 70 % des électeurs habituels de "l'extrême gauche", 81 % de ceux du PCF, 22 % de ceux du PS, 39 % de ceux de "Génération Ecologie", 43 % de ceux des "Verts", 59 % de ceux du RPR, 39 % de ceux de l'UDF, 92 % de ceux du FN (d'après une enquête BVA publiée par "Libération" du 22 septembre).

D'ailleurs, il suffit de consulter une carte géographique des votes au référendum pour constater le caractère hétérogène, socialement et politiquement, du vote "non". Les "non" sont majoritaires dans les départements du Nord de la France à composition sociale ouvrière, mais où le chômage fait de terribles ravages. Traditionnellement ces départements votaient majoritairement pour le PS et le PCF. Mais le RPR s'y est fortement implanté et le FN y progresse considérablement. Dans nombre de départements où les "ruraux" représentent un fort pourcentage de la population et où les RPR partisans du

"non" et le FN ont une grande influence, le "non" l'a emporté. Les départements du Sud-Est ont voté majoritairement "non". "Le Monde" du 22 septembre convient : «sur le pourtour méditerranéen et en Corse, c'est un "non" de droite, voire d'extrême droite qui s'affirme nettement». Autrement dit, c'est sous l'influence des Pasqua, Seguin, Le Pen et son FN que le "non" l'a emporté.

Enfin, le "non" l'eut-il emporté qu'aucune perspective politique n'était pour autant ouverte à la classe ouvrière. A moins de considérer que l'alliance de fait du PCF (se situant pour appeler à voter "non" sur le terrain de la "défense des intérêts nationaux" et aussi "pour l'Europe", c'est-à-dire soutenant l'aile du capitalisme français opposé au traité de

Maastricht), des Pasqua, Seguin et autre Le Pen ouvre une perspective politique gouvernementale à la classe ouvrière, à la population laborieuse et à la jeunesse. Dans la mesure où, d'un côté le PS, la FEN ont marché la main dans la main avec Giscard, Chirac et leurs émules, où FO ne prenait pas officiellement position mais laissait Bergeron appeler à voter "oui" sans réagir et où, de l'autre côté, le PCF suivi de la direction de la CGT faisait bloc avec les Pasqua, Seguin et autre Le Pen, le référendum a approfondi la division des rangs de la classe ouvrière et a accru la confusion politique déjà très grande. Non, la ligne de classe ne passe pas entre les "oui" et les "non". La lutte pour la rupture avec la bourgeoisie, le Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, implique cette clarification.

* *
* *

En conclusion de cet article, il faut réaffirmer ce qui pourtant est l'évidence : la classe ouvrière n'a toujours pas d'autre représentation politique (représentation politique traître, liée à la bourgeoisie mais représentation politique tout de même) que le PS et le PCF. Il est impossible de lui ouvrir une perspective politique gouvernementale en dehors de ces partis. Pourtant elle ne peut résoudre aucune des questions auxquelles elle est confrontée sans engager la lutte pour le pouvoir. Cette lutte pour le pouvoir passe par l'exigence que le PS et le PCF rompent avec la bourgeoisie, réalisent le Front Unique pour constituer un gouvernement sans représentants des organisations et partis bourgeois. Pour peu de temps, si les rapports politiques existants en France ne sont pas rapidement bouleversés, il existe encore une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale. C'est pourquoi le mot d'ordre d'une manifestation nationale gigantesque à l'Assemblée Nationale porteuse des exigences de rupture avec la bourgeoisie, d'un gouvernement du PS et du PCF sans ministre bourgeois et tout ce qui va dans ce sens reste valable.

Ceux qui peuvent réaliser une telle manifestation ce sont les

organisations syndicales. Il est donc nécessaire de militer pour que leurs directions rompent aussi avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec toutes les formes de "participation", qu'elles réalisent le Front Unique et cessent de disloquer les luttes de la classe ouvrière, de pratiquer leur politique de bouzille de la puissance ouvrière.

Les délais sont courts : au mieux encore trois mois. La confusion et le désarroi politiques de la classe ouvrière ont rarement atteint le point où elles en sont actuellement. Les possibilités que cette politique se concrétise sont de plus en plus réduites. Mais il faut tenter de les exploiter tant qu'elles existent. C'est la seule voie. Si ces possibilités s'épuisent totalement, une réappréciation de la situation politique et des réponses à formuler aux questions qui se posent et se poseront à la classe ouvrière, devra être faite. La construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire indispensable au prolétariat et dont, une fois de plus, l'absence s'est faite et se fait cruellement sentir, se combine au développement de cette politique.

Le 29/9/1992

ACHARNES A DETRUIRE LA F.E.N. LES APPAREILS SE SONT DRESSES CONTRE CE QUI POUVAIT SAUVER SON UNITE : UN VERITABLE CONGRES EXTRAORDINAIRE DEMOCRATIQUE

DES ENTREPRISES DE DESTRUCTION DE LA FEN ET DE SES SYNDICATS

Depuis six mois, les appareils bureaucratiques, de l'intérieur même de la FEN, sont passés au stade final de leur politique de destruction de celle-ci, à celui de son éclatement, de sa dislocation. Les dirigeants du PS et de la direction fédérale, dirigeants "Unité et Action" du SNES et du SNEP, soutenus par ceux du PCF et de la CGT, et jusqu'au mini appareil du pseudo "Parti des travailleurs" qui contrôle le secteur enseignant de FO, tous s'acharnent à ne plus laisser pierre sur pierre de la "forteresse enseignante" qui a constitué depuis 1948, comme cadre commun à tous les courants du

mouvement ouvrier, à toutes ses tendances politiques, un obstacle objectif redouté par la bourgeoisie dans son offensive permanente contre le corps enseignant et l'enseignement public.

Le numéro 43 de CPS a rappelé en détail, à la veille des vacances :

● comment les éléments de cette destruction ont été mis en place lors du congrès fédéral de Clermont-Ferrand en février

1991, dans une perspective de "recomposition", en particulier avec la CFDT, et de restructuration syndicale adaptée aux dislocations imposées par la décentralisation et la loi d'Orientation ;

● comment et pourquoi le processus prévu et déjà en marche a été brusquement accéléré au lendemain des élections régionales de mars ;

● comment il a pris alors la forme de l'exclusion du SNES et du SNEP, et de la part des dirigeants "Unité et Action" qui contrôlent ceux-ci, d'une série de provocations et d'opérations de type ouvertement scissionnistes ;

● comment ce processus a été accompagné et soutenu de l'extérieur par les déclarations et appels des dirigeants du PS, de la CGT, de la CFDT et de FO.

Pour s'y opposer, pour rompre avec cet engrenage, une seule

24 JUIN : LES DIRIGEANTS DU SNI-PEGC SABORDENT LE SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Le 24 juin, les dirigeants du SNIPEGC tenaient à Orléans un congrès extraordinaire totalement bureaucratique préparé par une "consultation" en forme de référendum-plébiscite et y décidaient la transformation du SNIPEGC en "Syndicat des Enseignants", destiné à prendre dans le second degré et l'EPS la place du SNES et du SNEP et à anticiper dans les lycées professionnels sur l'exclusion ou le départ du SNETAA. Le lendemain un aréopage autodésigné se proclamait direction du "S.E."

Ce faisant, les dirigeants UID de la FEN ont bien entendu mis en place un nouveau dispositif de dislocation. D'une part ceux d'UA et leurs associés ont immédiatement constitué un "SNIPEGC maintenu", fort de plus du tiers des sections départementales, dont les plus importantes de la région parisienne, le Rhône, les Alpes maritimes, les Bouches du Rhône, la Bretagne... D'autre part les dirigeants UID savent parfaitement que leur "SE" n'a aucune chance de recruter, sinon de façon squelettique dans le second degré, les LEP et l'EPS, face à la forte implantation du SNES, du SNETAA et du SNEP.

C'est donc de façon tout à fait délibérée que les dirigeants UID ont constitué, avec le SE, une organisation fantôme en portant en même temps un coup mortel au SNI qu'ils dirigeaient. Cette décision illustre parfaitement ce que signifie l'orientation définie à Clermont-Ferrand, vers la dilution des syndicats nationaux dans des "unions" multi-catégorielles. La décision

18 JUIN-8/9 JUILLET : LES DIRIGEANTS "UNITE ET ACTION" STRUCTURENT UNE "FEN-BIS"

De leur côté, les dirigeants UA du SNES et du SNEP, flanqués de ceux du SNETAA et de leurs associés de moindre importance (EE et PSIEGP) réunissaient à Paris, le 13 juin, de soi-disants "Etats généraux" annoncés en mai comme un moyen d'action contre la politique gouvernementale (alors qu'à la même période la direction du SNES laissait sans sourciller le gouvernement décider l'application de sa réforme des secondes à la rentrée).

En fait, ces Etats "généraux" (de quelques centaines de participants) devaient constituer l'une des opérations ultimes du regroupement "FEN-bis" auquel UA a travaillé depuis des années. Les organisateurs en étaient, outre le SNES et le SNEP, exclus, cinq autres syndicats toujours membres de la

perspective pouvait et devait être ouverte : celle de la tenue immédiate d'un Congrès extraordinaire démocratique qui permette aux syndiqués de décider.

Ce mot d'ordre, avancé par les militants de la tendance "Syndicalisme unitaire", bien que repris avant les vacances par les instances nationales de deux syndicats, celui des anciens professeurs d'Ecoles Normales (SNPUIFM) et celui des chercheurs (SNCS), s'est heurté comme il fallait s'y attendre à un étouffement et une occultation systématiques par les appareils UID et UA conjugués.

En juin, les opérations de destruction se sont poursuivies et ont franchi de nouveaux stades : les dirigeants UID d'une part, UA et leurs associés d'autre part, ont continué à faire converger leurs efforts pour disloquer ce qui restait encore debout de la FEN, et s'opposer à sa reconstitution.

devait en être prise en décembre au congrès de Perpignan. Mais les échéances pressent...

La liquidation du SNIPEGC par sa direction est cependant, en elle-même, un acte dont il faut voir toute la dimension politique.

"Le Monde" du 26 juin lui-même rappelait l'importance historique de l'organisation syndicale des instituteurs dans le combat contre le cléricisme dans et hors de l'enseignement, comme axe autour duquel tous les autres syndicats des personnels de l'enseignement public se sont constitués, et donc comme principal pilier de la FEN. Il faut y ajouter le rôle joué par les instituteurs et en particulier par les militants révolutionnaires, depuis le début du siècle, dans le mouvement ouvrier français et même international (construction de la IIIe Internationale, lutte contre la bureaucratie stalinienne). En dernière analyse, c'est aussi cette tradition de lutte et d'indépendance de classe qui s'est exprimée au congrès du SNI en 1948 dans le refus de la scission syndicale qui a permis le maintien de l'unité de la FEN.

Préparé par la création des "professeurs d'école" qui entraînaient la mise en extinction du corps des instituteurs, l'acte politique de liquidation de leur syndicat entend rompre, pour le compte de la bourgeoisie française, avec tout un acquis historique de la lutte de classe dans l'enseignement.

FEN, et 19 sections départementales du SNIPEGC (non encore "transformé" à cette date). Les bureaux des "forums" organisés pour bavarder sur tout et n'importe quoi étaient soigneusement composés selon le même dosage. Dans l'US du 18 juin, Monique Vuaillet précisait clairement : «Le pluralisme qui a marqué nos Etats généraux porte témoignage des possibilités de rassembler (...) nous allons poursuivre les initiatives avec l'ensemble des forces déjà engagées le 13 juin» (souligné par nous).

Le même numéro informait que les organisateurs, reçus le 16 juin à Maignon, avaient demandé "à être représentés en tant que tels dans toutes les structures de concertation (...) tant au plan national que régional".

Les 8 et 9 juillet, en même temps qu'ils réunissaient à Bobigny des "délégués" de 71 départements du "SNIPegc maintenu", les dirigeants UA confirmaient l'orientation ci-dessus au congrès extraordinaire du SNES. Ils la concrétisaient, sous le signe d'un "nouveau fédéralisme", d'une "FEN transformée", "indépendante, pluraliste et démocratique" par la constitution de "Comités de liaison unitaires" à tous les échelons.

Il faut ici rappeler qu'au congrès de Clermont-Ferrand, la coalition dirigée par UA avait opposé à la résolution majoritaire une "Charte" qui, selon ses propres dires, traçait déjà l'ébauche d'un "nouveau fédéralisme". Or, cette "Charte de Clermont-Ferrand" et le texte UID étaient très analogues dans leur fond, affirmant tous deux la nécessité de réformer les structures de la FEN, de les adapter à la régionalisation, à l'importance accrue de l'échelon local, etc...

Avec cet éclairage, les "Comités de liaison" révèlent leur signification. Au-delà d'un outil de débauchage et de division, rassemblant dans les établissements et les localités les exclus

et leurs partisans encore membres de la FEN, ces comités préfigurent et préparent les structures pseudo-"nouveau fédéralisme", selon des modalités qui constituent pour la "FEN-bis" le pendant des projets UID de restructuration de la FEN.

On lit en effet dans la résolution concernant ces Comités de liaison qui "n'ont pas pour objectif d'être une nouvelle organisation syndicale" qu'ils n'en ont pas moins "vocation à (...) faciliter le développement des convergences et des actions revendicatives, à développer et expérimenter les pratiques d'un fédéralisme nouveau". Ces comités étrangers aux instances syndicales, ne peuvent donc qu'entrer en contradiction avec les fonctions des syndicats nationaux, et contribuer à leur dislocation.

Ils sont la confirmation de ce que sur le fond, les dirigeants UID et UA mènent une politique analogue quant à la désintégration des organisations syndicales et leur adaptation à la politique gouvernementale de démantèlement du corps enseignant.

23 JUIN : LA DIRECTION STALINIENNE DE LA CGT ENTRE EN SCENE

Le 23 juin, la Commission exécutive de la CGT a pris la décision d'engager la confédération dans la syndicalisation des enseignants :

«Chacun doit comprendre que dans le bouleversement actuel du paysage syndical dans l'Education nationale, la CGT ne voit plus les raisons convaincantes qu'elle pourrait avancer pour interdire aux enseignants qui le souhaitent de rejoindre ses rangs».

Cette décision était prévisible dès le congrès confédéral de janvier dernier, malgré sa décision apparemment contraire. Elle n'en constitue pas moins un acte politique de première importance. Par ce texte, les dirigeants staliniens rompent pour l'avenir avec le "respect" de l'unité syndicale des enseignants que leur incapacité à développer parmi eux la scission de 1947 les avait contraint de pratiquer depuis 38 ans. Ce sont les coups de boutoirs portés à la FEN de l'intérieur par la direction UID et par leurs agents "Unité et Action" qui ont donné aux dirigeants cégétistes cette possibilité.

Ils sont donc entrés à leur tour dans le jeu à visage découvert pour y introduire un facteur supplémentaire et décisif d'éclatement. Mais du même coup, ils ont mis les points sur les "i" à l'usage de ceux qui compteraient maintenir un SNES et un SNEP autonomes dans une "FEN-bis" restant à l'écart des confédérations.

Rien d'étonnant donc si les dirigeants UA du SNES et du SNEP ont écrit une lettre aux dirigeants des confédérations, à la veille de la commission exécutive de la CGT, les dirigeants de celle-ci en étant sans doute les premiers informés. Dans cette lettre ils affirment que "les personnels tiennent à leur unité, élément essentiel à leurs yeux, d'efficacité" et ils s'y déclarent contre la "balkanisation du syndicalisme enseignant" vers la CFDT, la CGT et FO et surtout vers la non syndicalisation.

Ils ajoutent cependant "qu'à toutes les étapes et sur tous les choix, ce sont les syndiqués du SNES et du SNEP qui trancheront en dernier ressort". Traduite en clair, cela signifie que l'adhésion à la CGT n'est pas exclue, mais que l'heure

n'en est pas encore venue.

A quoi la direction confédérale a répondu le lendemain dans sa résolution : «Nous n'avons pas l'intention de rendre plus difficile le combat de ceux que vise en premier lieu le coup de force des dirigeants UID. C'est pourquoi notre attitude est et sera à l'opposé de tout débauchage. A l'inverse la CGT, première centrale syndicale de notre pays, ne peut accepter d'être désormais la seule confédération à s'interdire ce champ d'activité». Ce que l'on peut traduire par : soit, on veut bien être compréhensif, mais la ligne à appliquer, c'est l'adhésion à la CGT. C'est celle-là, et rien d'autre.

Ce dialogue exprime sans doute des "nuances", voire frictions entre les diverses fractions de l'appareil stalinienn, en particulier du fait des positions importantes occupées dans celui d'UA par les "reconstructeurs" et autres "refondateurs" y compris au SNES, et son association actuelle avec d'autres éléments (SNTAA issu d'UID). Mais il traduit surtout l'opposition très nette marquée par les syndiqués du SNES à travers la préparation du congrès de juillet à une évolution de celui-ci vers la CGT. Les dirigeants UA sont contraints à louvoyer et à entretenir pendant un temps l'illusion du maintien d'une pseudo-unité par la FEN-bis.

Celle-ci n'est en effet rien d'autre qu'une machine de guerre contre la FEN, FEN qui traduisait depuis 1948 le refus de la scission syndicale. Elle occupait de ce fait une place qui ne peut être occupée par aucune autre organisation issue de sa destruction. Une FEN-UID et une FEN-UA peuvent exister pendant un temps (surtout au niveau des appareils) mais sans pouvoir échapper à terme à la "balkanisation" dont parle la lettre du SNES et du SNEP à la CGT. Les dirigeants UID qui affichent aujourd'hui, sur l'essentiel, les positions de la CFDT, multiplient les initiatives de regroupement (la dernière en date au début juillet). Quant au "bloc" aligné actuellement sur la direction du SNES, il ne peut qu'éclater à plus ou moins longue échéance, les uns s'orientant vers la CGT, les autres vers FO, et la masse des syndiqués vers la désyndicalisation. Aucune illusion ne doit être entretenue à cet égard : quelles que soient les circonstances, la FEN-bis ne peut être qu'une transition vers sa propre dislocation.

22 JUILLET : LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE INTERVIENT UN COUP BAS CONTRE L'INDEPENDANCE DE CLASSE

Le 22 juillet, le tribunal de grande instance de Paris rendait son jugement sur l'exclusion du SNES et du SNEP par la direction de la FEN, qu'il condamnait à réintégrer ces deux syndicats, ainsi que leurs élus dans les instances fédérales et indiquait que seul un congrès serait habilité à prononcer de telles exclusions.

Il répondait ainsi au recours intenté le 7 mai par les dirigeants du SNES et du SNEP, mais aussi par ceux du SNETAA et de trois autres syndicats encore membres de la FEN, ainsi que les trois tendances UA, Autrement, Ecole émancipée et le PSIEGP.

Disons immédiatement qu'un tel recours devant les tribunaux est irrecevable pour les militants ouvriers. Il s'agit d'un véritable coup bas porté au syndicalisme ouvrier tout entier.

Les organisations du mouvement ouvrier ont traversé, au cours de leur histoire, bien des polémiques, crises et scissions. C'est inévitable. Les racines en sont toujours des questions d'orientation politique, et sous une forme ou une autre, ce sont des rapports politiques qui en tranchent, mettant en jeu, au moins jusqu'à un certain degré, les militants et adhérents concernés, et non un pouvoir de décision extérieur.

Les auteurs du recours visaient au contraire à mettre les enseignants hors jeu. Ils substituaient ainsi au combat à mener pour la tenue d'un congrès démocratique la perspective d'une intervention extérieure dont la décision, quelle qu'elle soit, devait échapper aux syndiqués. Mais plus important encore, s'il se peut, est le fait que l'intervention ainsi sollicitée soit celle d'une des branches de l'appareil d'Etat bourgeois.

La bourgeoisie a toujours cherché, par de multiples biais, à limiter et réglementer l'action des syndicats fondés par la classe ouvrière sur la base de l'indépendance de classe.

LA QUESTION D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE DEMOCRATIQUE S'EST A NOUVEAU POSEE

C'est au contraire en application du principe : c'est aux syndiqués et à eux seuls de se prononcer sur le devenir de leur fédération et garantir son unité, qu'une issue pouvait être ouverte, depuis le mois d'avril, contre la destruction de la FEN que les appareils UID, UA, CGT, CFDT et FO, et au-delà ceux du PCF et du PS, se sont employés à disloquer. Et l'application de ce principe aurait signifié la convocation d'un congrès extraordinaire de la FEN, préparé réellement démocratiquement.

Mais les dirigeants fédéraux comme ceux du SNES et du SNEP affirment que le jugement du 22 juillet leur convient. Or, sa principale conclusion est de soumettre toute décision concernant l'appartenance des syndicats (et leurs champs de syndicalisation) à un Congrès fédéral.

Les dirigeants UID expliquent qu'ils entendent respecter la décision du tribunal. Ceux de la coalition menée par UA qui l'ont provoquée (et bien que toutes leurs opérations depuis prouvent qu'ils n'en attendaient aucune solution) peuvent-ils décemment faire autre chose que de l'appliquer ?

Or, le jugement du tribunal implique qu'un congrès

Les fondateurs du syndicalisme enseignant, en particulier, ont fait la dure expérience de l'intervention des tribunaux bourgeois contre eux, aux côtés des forces cléricales et au nom de l'Etat.

Outre la législation bourgeoise, le syndicalisme chrétien, l'association capital-travail, les syndicats corporatistes, le chèque syndical, constituent d'autres formes de la recherche permanente de la bourgeoisie pour corseter et contrôler de l'intérieur les syndicats ouvriers.

Qu'il y ait eu ou non des précédents, il est clair que les juges liés à la défense de l'Etat bourgeois ont été mis ici en position d'intervenir dans les désaccords internes, débats politiques, modalités de vie et de pratiques statutaires d'une organisation syndicale ouvrière. Et cela sans aucune initiative de leur part, volontairement par des dirigeants syndicaux eux-mêmes.

C'est, répétons-le, un coup bas criminel contre l'indépendance de classe des enseignants et des travailleurs en général. Car ce jugement pourrait faire désormais jurisprudence. Les attendus de recevabilité des plaintes examinées par le tribunal sont tels qu'à l'avenir tout organisme, voire tout individu s'estimant lésé par la décision d'une instance syndicale quelconque, et pouvant arguer de quelque responsabilité pourrait porter plainte contre son organisation.

C'est la porte ouverte à la surveillance, au contrôle des syndicats par l'Etat, à son intervention en leur sein, directement ou par ses agents, quand il l'estimera utile.

Pour détruire la FEN au profit du capitalisme français en crise, tous les moyens auront été bons, y compris l'appel aux "forces de l'ordre" de la bourgeoisie, contre la maîtrise de leurs organisations par les travailleurs eux-mêmes.

extraordinaire soit convoqué et organisé.

Mais quelles seraient les conditions pour qu'un tel congrès donne véritablement aux syndiqués la possibilité de reconstituer la FEN, d'en restaurer l'unité ? La réintégration des élus du SNES et du SNEP à ses instances nationales opérée en août par la direction UID est indispensable. Elle n'est pas suffisante.

Prise au sérieux, la réintégration du SNES et du SNEP suppose l'annulation par les dirigeants de la FEN, des décisions prises à tous les échelons (national, académique, départemental, local) en fonction de ces exclusions : annulation des remaniements des instances syndicales, des mesures concernant les locaux, la trésorerie, les délégations, etc...

C'est aussi l'annulation par les dirigeants du SNIPEGC de la création du "Syndicat des enseignants", incompatible avec la réintégration du SNES et du SNEP, et d'ailleurs implicitement condamnée par le jugement du 22 juillet comme contraire aux statuts fédéraux. C'est donc également l'annulation de la représentation du SE dans toutes les instances où il a été

introduit, et de toutes les décisions qui y ont été prises.

De leur côté, les dirigeants du SNES et du SNEP, pour se plier aux conclusions du tribunal, qu'ils ont sollicité, devraient enfin renoncer à ce qu'ils ont opiniâtement donné comme prétexte aux dirigeants UID, c'est-à-dire fournir immédiatement à la FEN le fichier de leurs adhérents, comme les statuts les y obligent.

Et annuler toutes les initiatives prises avant et depuis leur exclusion pour effectuer, contre l'unité syndicale des enseignants, un regroupement de type FEN-bis avec ses structures, ses mots d'ordre, ses manifestations, sa représentation propre auprès de l'administration.

Sur ces bases, un congrès préparé par les syndiqués, avec le temps indispensable à une large discussion, appuyée sur les publications et tribunes libres nécessaires, dans le respect du droit de tendance, aurait changé toutes les données, aurait pu tirer le bilan de ces derniers mois et rétablir la FEN dans son

unité.

Les faits montrent que l'orientation et le mot d'ordre du Congrès extraordinaire démocratique était, dès avril, la seule issue positive possible. Au lendemain du jugement du tribunal se posait à nouveau, dans des conditions modifiées, l'alternative :

● ou bien un congrès extraordinaire démocratique dans les conditions indiquées plus haut : annulation préalable de toutes les décisions et initiatives prises de part et d'autre pour la dislocation de la FEN ; préparation par les syndiqués sur la base d'une discussion approfondie ;

● ou bien poursuite de la destruction engagée par les dirigeants UID et UA pour le compte de la bourgeoisie et liquidation du syndicalisme enseignant, donnant toutes possibilités au gouvernement actuel et à son successeur pour avancer dans la destruction de l'enseignement public et du corps enseignant.

AOÛT-SEPTEMBRE : L'ACHARNEMENT DES DIRIGEANTS UID ET UA CONTRE TOUTE RECONSTITUTION DE LA FEN SE POURSUIT

Les enseignants constatent qu'à l'inverse tous les appareils continuent à conjuguer leurs efforts pour disloquer ce qui pourrait rester encore debout de la FEN, et s'opposer à sa reconstitution. Tout montre qu'ils entendent se servir du jugement du tribunal d'instance comme d'un outil supplémentaire de désagrégation.

Les dirigeants UID développent depuis la rentrée dans tous les départements une campagne de recrutement au "SE" dont les représentants continuent à siéger comme tels à la direction fédérale. Dès le 3 août, ils l'ont fait reconnaître par le ministère, par un arrêté qui l'admet dans la composition du Conseil supérieur de l'enseignement. Le 31 août, sa direction a démis de tous leurs mandats (détenus au nom du SNIPegc) nationaux et départementaux, ceux qui contestent la disparition du SNI. Le 3 septembre, les membres du Conseil fédéral national ainsi "démis" par le SE se sont vu interdire de participer à ce CFN. Dans tous les départements, la direction du SE a liquidé les instances élues du SNIPegc remplacées par des aréopages "SE" désignés. Il est clair qu'elle entend s'approprier tous les mandats, y compris ceux des opposants, de l'ex-SNIPegc au congrès du 6 octobre, décidé par la direction et qui doit donner lieu à une "consultation" préalable avec réponse par oui ou non.

Les dirigeants de la coalition dirigée par UA ne sont pas en reste. Ils ne renoncent en rien au regroupement engagé pour un prétendu "nouveau fédéralisme, revendicatif et pluraliste". Aucune décision de dissoudre les Comités de liaison n'a été formulée depuis le 22 juillet. Aucun engagement à respecter les statuts fédéraux. A la campagne de recrutement du SE fait pendant celle qui se mène (sans plus de succès d'ailleurs) pour la construction du "SNIPegc maintenu".

Ils ont par ailleurs déposé à nouveau le 10 septembre de

nouveaux recours en justice, contre l'existence du SE et la tenue du congrès du 6 octobre, à laquelle ils opposent seulement celle du congrès prévu en décembre à Perpignan, tout en sachant que ce sont précisément les objectifs qui lui avaient été tracés qui se sont concrétisés avant terme par l'exclusion du SNES et du SNEP.

Partout les faits montrent que la masse des syndiqués se tient à l'écart de ces manœuvres de destruction. Ils se rendent compte qu'ils risquent, quel que soit le côté vers lequel ils se tournent, de ne pas rester pierre sur pierre des syndicats enseignants auxquels ils étaient attachés.

Telle est la situation au moment où cet article est écrit. A l'évidence la politique des dirigeants de la FEN et celle de ceux qui constituent de facto une "FEN-bis", précipitent la dislocation et la ruine de la FEN et de ses syndicats. Le gouvernement Mitterrand-Bérégoz-Durieux va exploiter les circonstances pour frapper plus encore le corps enseignant et accélérer la destruction de l'enseignement public. L'accord conclu entre le gouvernement et l'enseignement privé, au titre duquel ce dernier recevra 1,8 milliard de francs couvrant la "dette" de l'Etat à son égard concernant les frais de fonctionnement de l'enseignement catholique, en porte témoignage. En outre, cet accord stipule que le recrutement et la formation des maîtres de l'enseignement privé, principalement catholique, se fera désormais à parité avec la nouvelle "formation" des maîtres dans l'enseignement public.

Rapidement les militants qui combattent dans l'enseignement public devront faire le point de ce qui résulte de la politique de destruction de la FEN et de ses syndicats et de la nouvelle donne de leur combat, de l'orientation qu'il leur faudra suivre.

Le 21/9/1992

**TEXTE REDIGE ET ADOPTE PAR LES 9 PROFESSEURS
DE LETTRES
DU LYCEE JACQUES BREL A VENISSIEUX**

MODULES ET EVALUATION EN SECONDE

Les professeurs de lettres du lycée J. Brel (Vénissieux) constatent que la mise en place des modules se traduit :

- par une réduction de 15 minutes de l'horaire hebdomadaire pour chaque élève
- par une détérioration des emplois du temps des élèves et de leurs professeurs.

Au delà de ces faits, ils constatent que la mise en place des modules ouvre la voie à la constitution de groupes de niveaux (chacun sait que, sauf exception, ce sont les mêmes élèves qui cumulent les différentes difficultés : on irait donc vers des groupes "forts" et des groupes "faibles") et à un possible enseignement à deux vitesses.

En outre, l'évaluation des élèves de seconde, telle qu'elle est organisée, nous paraît contestable pour plusieurs raisons :

- elle se montre à bien des égards simpliste (questions du type : "cochez la bonne réponse" ou "rayez l'intrus") et son intérêt pédagogique semble tout à fait discutable. En français notamment, la complexité des actes de lecture et d'écriture n'est plus à démontrer ; chacun sait qu'elle provient de ce que les différentes capacités requises, très nombreuses, sont mises à l'oeuvre simultanément et qu'elles interfèrent fortement avec des composantes affectives - donc subjectives - souvent prépondérantes ; prétendre alors reconnaître et mesurer des capacités objectives en vue de poser des objectifs opérationnels qui constitueraient l'essentiel de la pédagogie du lire-écrire relève de l'illusion.

- elle représente un important surcroît de travail pour les professeurs concernés, particulièrement ceux d'entre eux qui enseignent dans plusieurs secondes.

- à entendre le ministre : "cette évaluation... participe de cette culture de l'évaluation que je voudrais développer dans notre système éducatif pour en accroître la qualité" (document à l'usage des professeurs), on peut craindre que l'actuelle évaluation à l'entrée en seconde serve de fondement, ultérieurement, à une batterie d'évaluations réparties sur toute la scolarité au lycée : déjà on nous conseille d'étendre cette série de tests ("on pourrait envisager dans le cours de l'année une nouvelle utilisation du dispositif") et on nous annonce l'extension des modules aux classes de Premières et Terminales (or évaluation et modules sont, selon la conception ministérielle, étroitement liés)

De là à imposer 3 ou 4 évaluations annuelles, le chemin sera vite parcouru.

L'utilisation recommandée des ordinateurs représenterait alors un risque sérieux de stockage des résultats qui pourraient servir, dans le cadre d'une réforme décentralisatrice du baccalauréat dont le risque n'est pas écarté, comme de véritables éléments de contrôle continu. A la demande du ministère, les chefs d'établissements pourraient "produire", discipline par discipline, et sans que les données des tests soient centralisées ailleurs qu'au lycée, autant d'équivalences que voulues pour dispenser des épreuves du bac, en attendant la complète disparition de ce dernier. On pourrait en outre, sur le diplôme-maison, mentionner toute appréciation voulue sur le "profil" de l'élève et donc sur l'orientation "conseillée". Quant aux professeurs ainsi réduits à appliquer une politique "par objectifs" ils seraient priés de fournir, évaluation après évaluation, les résultats attendus.

Certes, nous n'en sommes pas encore là. Mais nous savons que c'est un vieux projet et nous disons qu'il y a aujourd'hui le premier élément d'un dispositif qui - ultérieurement et dans une autre situation politique - pourrait être développé rapidement. Bien sur, on nous rassure : "Ce n'est pas obligatoire" que d'utiliser les ordinateurs. Mais des pressions vont s'exercer. Déjà on nous fait remarquer que le traitement manuel des données "demandera davantage de temps".

Nous savons que nombreux sont les enseignants qui refusent toute utilisation des ordinateurs pour traiter les résultats des évaluations et que, y compris parmi les collègues qui envisagent de les utiliser, beaucoup s'inquiètent de l'usage qui pourrait être fait par l'administration des données ainsi recueillies.

Nous savons que des collègues refusent d'utiliser les tests officiels, normalisés, et que beaucoup de ceux qui - contraints et forcés - les font passer, refusent d'en utiliser les résultats.

Nous savons que dans de nombreux lycées, il n'y a pas constitution de "modules" mais mise en place pure et simple de demi-groupes sur la seule base alphabétique (avec un même travail dans les deux groupes).

D'une manière ou d'une autre c'est ce que fait la plupart d'entre nous.

Mais des réactions individuelles, éparpillées, lycée par lycée, ne peuvent empêcher le ministère, avec le temps, d'arriver à ses fins. Les syndicats nationaux ont la possibilité et la responsabilité d'organiser nationalement la défense des enseignants, syndiqués et non syndiqués.

C'est pourquoi nous nous adressons aux syndicats pour qu'ils organisent la mobilisation

- contre toute obligation d'utiliser les tests normalisés : chaque enseignant est libre, quand il le souhaite et selon les moyens définis par lui, de procéder à telle ou telle évaluation : boycott de toute évaluation impérative !

- contre une éventuelle extension de ces tests,

- contre la mise en place de tout dispositif informatisé, même au seul niveau du lycée (dans le cas d'une utilisation de ces instruments par des collègues, les données doivent rester sous contrôle exclusif des enseignants, non utilisables par l'administration du lycée).

- *pour le droit d'organiser des demi-groupes.*

Il y va de l'avenir des élèves et du système éducatif comme de nos qualifications.

"LA CRISE DU SYNDICALISME"

INTRODUCTION

Articles, études sur le "Syndicalisme d'aujourd'hui", ses problèmes, son avenir, se multiplient. Les directions et appareils syndicaux participent à cette discussion. Plus encore, ils engagent des processus de "renouveau du syndicalisme". Quelle est donc l'origine de cette fièvre ? Tout simplement la crise du régime capitaliste.

En tout état de cause, y compris dans ses périodes fastes, jamais le capital n'a fait de concessions à la classe ouvrière et à la population laborieuse que contraint et forcé par l'action du prolétariat. Toute réforme positive pour la classe ouvrière a toujours été le résultat de son combat. Dans ses périodes de crise, le capital n'a jamais rien cédé que par crainte de tout perdre — c'est-à-dire par crainte que le prolétariat prenne le pouvoir et l'exproprie. Cependant, les concessions qu'il fait alors ne peuvent être que momentanées. D'une façon ou d'une autre il lui faut les annuler rapidement car elles aggravent sa crise et deviennent incompatibles avec le fonctionnement du régime capitaliste.

En régime capitaliste, le profit particulier est le seul moteur de la production. Seul les travailleurs qui produisent de la valeur d'usage produisent en même temps de la valeur d'échange. Le profit provient de la partie de la valeur d'échange (inséparable de la valeur d'usage) qui ne leur est pas payée (plus-value) et que s'approprient les capitalistes. Encore leur faut-il réaliser la valeur des marchandises sur le marché pour que la plus-value soit du même coup réalisée et que les capitalistes obtiennent le profit.

Quand en raison des fluctuations du marché la valeur, donc la plus-value, se réalise mal, ou partiellement, voire pas du tout,

le taux de profit diminue, tend vers zéro ou même les capitalistes subissent des pertes sèches. Pour défendre le taux de profit ils n'ont qu'un seul moyen : réduire les salaires, le pouvoir d'achat des prolétaires ; accentuer l'exploitation, dégrader les conditions de travail et de vie des travailleurs, liquider leurs conquêtes sociales, leurs acquis ; soumettre étroitement la jeunesse aux besoins et aux exigences du capital. Plus est profonde la crise économique, plus tend à diminuer le taux de profit, plus sa défense exige impérativement la mise en œuvre de cette politique. Lorsque le taux de profit est trop bas, voire nul pour les capitalistes, une seule possibilité : fermer les entreprises, jeter sur le pavé les travailleurs.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les prolétariats des pays capitalistes principaux ont arraché au capital et à ses Etats d'importants acquis et réformes sociales, l'amélioration de leur pouvoir d'achat, de leurs conditions de travail et de vie, ce qui s'est répercuté à l'avantage d'autres couches laborieuses et de la jeunesse. Le capital a pu le supporter car les trente glorieuses ont été pour lui trente années fastes où le taux de profit était élevé, où il y avait une importante accumulation de capital. Bergeron disait alors : « il y a du grain à moudre ». A la vérité, les appareils syndicaux se sont parés des plumes du paon. Ils se sont attribués le mérite des concessions que le capital et son Etat ont dû faire en raison de l'action du prolétariat. Quant à eux, se présentant comme étant à l'origine des concessions consenties par le capital et son Etat, ils se sont efforcés de les déformer, de les utiliser pour maintenir le plus possible "la paix sociale", défendre et conforter le régime capitaliste.

Le temps des concessions et des réformes avantageuses pour la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse est révolue. La crise de capitalisme est générale. Dans tous les pays le capital, ses Etats, ses gouvernements doivent engager une offensive économique et sociale, sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, contre elles pour leur reprendre, et au-delà, ce qu'elles avaient arraché. Le capitalisme français est un capitalisme décadent dans un régime capitaliste en crise. Il doit affronter sur le marché mondial, sur le marché européen et sur le marché français des capitalismes malades mais autrement plus puissants que lui — notamment américain, japonais, allemand. Il n'a pas le choix : pour faire face il lui faut engager le fer contre la classe ouvrière française, la population laborieuse, la jeunesse, tenter de les réduire à une masse exploitable à merci.

C'est cette situation qui motive les "discussions" sur "la crise", le "renouveau", "l'avenir" du syndicalisme. Le patronat, ses gouvernements, son Etat ont ouvert le feu, le patronat a formulé ses "revendications". On les retrouve dans de nombreux ouvrages, dans la presse bourgeoise. Ainsi par exemple l'éditorial des "Echos" du 20 novembre 1991 précisait vers quoi tend le capitalisme français :

«La révolution dans l'art de produire les choses est telle, dans ce que le MIT appelle la "production frugale", quelle (la production) n'a en fait d'autre avenir que de "toyotiser" ses méthodes ou que de s'étioler à petits feux. "Toyotiser" le processus industriel en repensant le flux des produits, l'utilisation des machines, les délais de développement, nos ingénieurs savent faire.

L'important est ailleurs. Dans la façon d'anticiper la tyrannie du marché. Et surtout dans le fait de ne plus considérer le salarié de base comme l'exécutant passif d'un travail répétitif mais de faire qu'il soit écouté, concerné, responsabilisé dans son travail en équipe, valorisé dans sa compétence, mis en situation de prendre des initiatives et d'apporter une part active au projet collectif.»

Derrière la paille des mots apparaît le grain des choses : il s'agit de subordonner étroitement le prolétaire à l'entreprise capitaliste, aux exigences de la défense du profit dans le cadre d'une concurrence internationale exacerbée. Pour obtenir cette part plus "active" des salariés à la production, il faut briser l'ancien cadre des relations entre le patronat et la classe ouvrière. C'est l'origine de tous les développements pour tenter d'accréditer qu'il est nécessaire que se constitue un "nouveau syndicalisme". Ces idées ont été projetées et sont développées au sein même des organisations syndicales ouvrières. Elles ont été au centre des congrès de la FEN (4-8 février 1991 à Clermont-Ferrand), de la CGT (26-31 janvier 1992) et aussi de Force Ouvrière (27-30 avril 1992 à Lyon), même si elles ont été abordées de façons différentes. Bien sûr ces questions ne sont pas posées seulement en France. Elles le sont dans tous les pays et confrontent le mouvement ouvrier de chacun d'eux, notamment ceux d'Europe, même si c'est de façon particulière en fonction des caractéristiques spécifiques, résultant de l'histoire sociale et politique de chaque pays.

"Combattre pour le Socialisme" publie dans ce numéro le premier article d'une série portant sur ce sujet.

PREMIERE PARTIE LA CRISE DES SYNDICATS OUVRIERS : UNE REALITE QUI FAIT COULER BEAUCOUP D'ENCRE

"TOURNANT DANS L'HISTOIRE DU SYNDICALISME"

Y. Goetschy et D. Linhart ont réalisé pour la "Documentation Française" un dossier comprenant des extraits de nombreux ouvrages sur la situation syndicale des pays de l'Europe de l'Ouest, les facteurs explicatifs, les solutions proposées. L'avant-propos laisse transparaître l'objectif de ce travail :

«Cela fait déjà plus de quinze ans que les mouvements syndicaux en Europe sont entrés dans une phase de mutation cruciale de leur histoire. La lenteur de cette mutation démontre à l'évidence la difficulté qu'ils ont à s'ajuster, à se transformer, à relever les défis de la nouvelle donne mondiale, à trouver leur juste place dans les sociétés européennes de cette fin de siècle (...)

A la veille du grand marché de 1993 (...) la connaissance des forces et des faiblesses des organisations syndicales nationales ainsi que des stratégies qu'elles déploient durant ces années de crise, devrait permettre en effet de prévoir leur capacité de défense respective face aux implications sociales du grand marché et, notamment, face aux risques de délocalisation de l'emploi et de dumping social.»

Ainsi, l'évaluation des forces et des faiblesses du mouvement ouvrier est indispensable à ceux qui craignent les réactions ouvrières aux conséquences sociales du "grand marché de 1993".

L'un des ouvrages cités est celui d'un auteur allemand Wiser Jelle intitulé "Westeuropäische Gewerkschaften im Umbruch" ("Les syndicats Ouest européens en mutation"), 1989.

«L'un des traits dominant du syndicalisme de l'après-guerre était sa stabilité. La montée continue des effectifs, la consolidation des positions des syndicats et l'extension du système de négociation collective en ont été la cause principale (...)

Les années quatre-vingt ont marqué un tournant dans l'histoire du syndicalisme en France comme aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Irlande et en Italie. En France, la chute des effectifs est intervenue dès 1975 : au cours de cette seule année, les syndicats français ont perdu un million d'adhérents, soit le quart de leurs effectifs. En 1985, le taux de syndicalisation n'était

plus que de 14 %, et selon des études récentes, il serait même aujourd'hui inférieur à 10 %. Aux Pays-Bas, le nombre de syndiqués est à son niveau le plus bas depuis la guerre. Près de 260 000 adhérents ont été perdus entre 1979 et 1986, soit le septième des effectifs en 1979. En recul de quelque 10 points, le taux de syndicalisation n'est plus dans ce pays que de 25 %. En Grande-Bretagne, les syndicats ont perdu depuis 1979 plus de trois millions de membres, sur un total de 12 millions d'adhérents. Le taux de syndicalisation est ainsi passé de 53 à 43 %. En Irlande, ce taux serait passé de 55 % en 1980 à 49 % en 1984. En Italie, les trois principaux syndicats n'ont perdu que 150 000 membres entre 1980 et 1985, c'est-à-dire 2 % environ de leurs effectifs. Mais, si l'on ne prend en compte que les membres syndiqués encore en activité, la baisse est de un million (soit 15 %). Le taux de syndicalisation serait alors passé pour la même période de 44 à 36 %.

La situation des syndicats en République fédérale d'Allemagne, en Autriche et en Scandinavie est sans conteste meilleure. Si l'on a constaté, il est vrai, une

érosion du nombre de syndiqués en République fédérale au début des années quatre-vingt, les syndicats ouest-allemands semblent à présent avoir bien surmonté les effets de la crise économique, puisque leurs effectifs s'accroissent à nouveau depuis 1984. Ils représentent grosso modo 34 % de la population active. En Autriche, le nombre de syndiqués est resté stable et représente 51 % de la population active. En Suisse, les syndicats ont perdu du terrain, mais ce recul est encore à peine perceptible : le taux de syndicalisation se situe, en effet, toujours aux alentours de 30 %. L'originalité vient des syndicats scandinaves : ceux-ci s'étaient déjà singularisés pendant les années trente en accroissant leurs effectifs alors que sévissait la crise économique et un chômage massif. En Suède, au Danemark et en Norvège, les syndicats ont renforcé, eux aussi, leurs positions au cours de ces dernières années (...) (Ainsi, même si les syndicats sont confrontés dans les pays industrialisés aux mêmes types de problèmes, il importe néanmoins de ne pas négliger l'importance des stratégies nationales élaborées par chacun d'entre eux.)

QUAND IL Y AVAIT DU "GRAIN A MOUDRE"

En dépit des différences, et elles sont importantes, il faut constater que, de manière générale, durant les "trente glorieuses", les travailleurs ont renforcé les syndicats (l'auteur souligne néanmoins et à juste titre les cas de la France et de l'Italie où les syndicats ont subi des pertes continues et durables d'adhérents après la rupture de l'unité syndicale en 1948). Peut-on conclure que si le syndicalisme "se portait bien", c'est que l'orientation des dirigeants syndicaux correspondait, durant ces années de croissance économique, aux intérêts de l'ensemble du prolétariat ? Cela signifierait que l'adaptation réformiste aux possibilités du régime capitaliste est l'orientation normale, correcte du syndicalisme. Les 30 années de "prospérité" du capitalisme étant révolues, sa crise se développant, les syndicats devraient s'y adapter.

L'essor économique du capitalisme dit "les trente glorieuses" appartient à une période particulière de l'époque des guerres et des révolutions qui s'est ouverte en 1917 (époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne). C'est une sorte de parenthèse historique. Elle a pu exister parce que la vague révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale a été, en Europe, contenue et refoulée par la bureaucratie du Kremlin, son appareil international (les PC), les partis social-démocrates et socialistes, les appareils bureaucratiques des centrales, des fédérations syndicales qui ont soutenu les Etats bourgeois plus ou moins disloqués et qui ont contribué à les

reconstruire. Exemple : en France de 1944 à 1947, le PS et le PCF ont participé d'abord au gouvernement De Gaulle, ensuite aux gouvernements tripartites MRP-SFIO-PCF ; jusqu'en avril 1947, la direction de la CGT (alors unifiée CGT, FO, FEN) proclamait qu'il fallait "produire, produire" et que "la grève est l'arme de classe des trusts".

D'un autre côté, l'impérialisme américain était au sommet de sa puissance économique et financière. Il dominait sans partage les autres puissances impérialistes, qu'elles aient fait partie du groupe des vainqueurs ou de celui des vaincus. Il se préparait à imposer à l'URSS la guerre froide et la course aux armements. Il lui fallait aussi conforter les puissances capitalistes d'Europe menacées par le prolétariat. C'est dans ces conditions que, couvert politiquement par les partis ouvriers et les appareils syndicaux traîtres à la classe ouvrière, il a impulsé et organisé la reconstruction de l'économie capitaliste, rétabli une division internationale du travail et le marché mondial. Ce fut le point de départ d'une nouvelle et importante accumulation du capital qui a permis aux bourgeoisies européennes de faire des concessions économiques et sociales au prolétariat et aux masses. Encore faut-il souligner que le développement d'un immense parasitisme, le volant d'entraînement d'une économie permanente d'armement furent des conditions des "trente glorieuses".

DEFENSE DE L'ETAT ET DE L'ORDRE BOURGEOIS

A tous les moments cruciaux de la lutte de classe du prolétariat, les appareils bureaucratiques des centrales, des fédérations syndicales, des syndicats ont défendu l'Etat et l'ordre bourgeois. (En France par exemple : en août 1953 les appareils de FO et de la CGT ont disloqué la grève générale réalisée spontanément par les travailleurs des services publics et les fonctionnaires ; en 1963 les appareils syndicaux ont empêché que la grève des mineurs soit le point de départ de la grève générale, qui aurait mis en cause De Gaulle, et l'ont finalement liquidée ; en 1968, ils ont contenu la grève générale que la classe ouvrière avait réalisée spontanément, grève générale qui posait obligatoirement la question du

gouvernement, du pouvoir et l'ont liquidée en négociant et en signant les accords de Grenelle).

Le contrat collectif est une conquête comparé à "l'accord" de gré à gré conclu entre les travailleurs pris individuellement et les patrons. Mais il faut préciser, ainsi que le faisait la résolution du 3e congrès de l'IC "L'internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge" :

«La foi absolue dans les contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical

révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'un armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux, à l'égard des contrats collectifs, témoigne de la profonde pénétration de l'idéologie bourgeoise dans les têtes des chefs de la classe ouvrière. Les syndicalistes révolutionnaires ne doivent pas renoncer aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative, ils doivent toujours envisager nettement la méthode à suivre pour rompre ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière.» (Les IV^e premiers congrès de l'IC, pages 134 et 135).

D'autant plus qu'au nom des "contrats collectifs", de "la négociation collective", de "la pratique contractuelle", surtout depuis la constitution de la Ve République en France, les dirigeants et les appareils des organisations syndicales ont très souvent pris en charge la politique salariale des gouvernements et des patrons, soumettant les augmentations salariales à la croissance du PNB et de la productivité dans les entreprises (contrats salariaux, contrats de progrès, etc). Ils ont conclu maints accords qui correspondaient à ce qui convenait à l'Etat

et au patronat. La "co-gestion" en Allemagne est la systématisation et la légalisation de cette politique.

La Sécurité Sociale, l'Assurance chômage ont été des conquêtes et des acquis pour la classe ouvrière même si ces acquis s'inscrivaient dans ce qui était économiquement possible pour la bourgeoisie. Mais le contenu ambigu des lois ou des accords les instituant a renforcé la liaison entre les appareils syndicaux, l'Etat, le patronat (gestion tripartite ou paritaire). C'est le cas d'œuvres de toutes sortes.

Aujourd'hui, non seulement la bourgeoisie ne peut plus accorder même des miettes, mais il lui faut tout reprendre et les appareils syndicaux se plient aux injonctions et aux exigences du capital en crise. C'est là la raison de l'impasse et de la crise du "syndicalisme de papa", du syndicalisme prétendument réformiste. Les rapports des appareils syndicaux, des gouvernements, du patronat, tels qu'ils se sont développés à la fin de la guerre et dans les trente années qui ont suivi, doivent être radicalement modifiés : la collaboration de classe ne suffit plus au capital, un "syndicalisme" de participation doit lui être substitué et être développé jusqu'à son terme : la mort des syndicats ouvriers.

CRISE DES SYNDICATS EN FRANCE

La désyndicalisation massive est évidemment une des manifestations de la crise du syndicalisme. Il faudrait analyser précisément ce qu'il en est dans chaque pays. En ce qui concerne la France, Guy Caire fait l'état des lieux suivant :

«L'OIT situait le niveau de syndicalisation français dans une fourchette de 15 à 30 % au début des années quatre-vingt ; pour la même date, G. Adam retenait 22 % ; suivant R. Mouriaux, de 1975 à 1985 la population syndiquée serait passée de 20 à 15 %, ce dernier pourcentage était celui également avancé par le patronat de la métallurgie ; P. Rosanvallon donne 9 %, les effectifs de la CGT étant lui de 600 000, ceux de FO et de la CFDT de 400 000, ceux de la FEN de 200 000, le nombre d'adhérents de l'ensemble des centrales syndicales ayant chuté de plus de 50 % entre 1976 et 1988.» ("La crise des syndicats en Europe occidentale" - La Documentation Française).

Par ailleurs, la revue "Espace européen" (16 février 1990) a publié les résultats d'une enquête de la SOFRES sur le nombre de syndiqués en France : "1981-1989 : 50 % de syndiqués en

moins" :

«La question posée était simple : "Etes-vous syndiqué ?". Elle a été posée en avril 1981. Elle l'a été de nouveau en octobre 1989. Les deux fois auprès d'un échantillon national de 3000 personnes. Le résultat est net : en 1981, 20 % des Français de plus de 18 ans se déclaraient syndiqués. A l'automne dernier (1989) ils n'étaient plus que 11 % (...) Un sur deux pratiquement avait déserté le syndicat.»

Si on ne peut accorder à ce type d'enquête qu'une valeur indicative, celle-ci n'en est pas moins significative. Ce taux de désyndicalisation de 50 % en huit ans veut-il dire que la classe ouvrière française condamne les syndicats en tant qu'organisation. Le taux de participation et les votes pour les syndicats ouvriers lors des élections professionnelles (délégués du personnel) n'ont pas connu une chute similaire (même s'ils se sont quelque peu affaiblis) pendant ces mêmes années. On peut difficilement affirmer que les travailleurs rejettent, en tant que telles, les organisations syndicales, qu'ils deviennent "individualistes".

"EXPLICATION" ECONOMIQUE

Rand William Smith dans "Crisis in the French Labour Movement" (1987), présente les différents types d'explications données par "de nombreux observateurs" qui discernent "une nette évolution de la classe ouvrière (schématiquement un passage de la rébellion politique à la passivité)" et "qualifient cette évolution de "crise du mouvement syndical" (en français dans le texte". Il poursuit :

«Comment expliquer ce déclin ? En général, les observateurs offrent trois types d'explication : économique, politique et juridique-institutionnelle.

La baisse des effectifs et de l'influence des syndicats est souvent attribuée aux effets tant immédiats qu'à long terme de la récession économique. La crise économique

mondiale qui a frappé les pays occidentaux à la fin de 1974 a provoqué une croissance régulière du chômage ; en France, le nombre de chômeurs est passé de 400 000 environ en 1974 à plus de 2,5 millions. Cette rapide croissance, explique-t-on, fait que les travailleurs, craignant pour leur emploi, se montrent accommodants. Un état d'esprit «chacun pour soi» se développe, la solidarité ouvrière se dissout, les syndicats apparaissent comme de plus en plus impuissants. Dans cette théorie, le calme de la classe ouvrière, s'expliquant par un reflux de l'économie, peut être d'aussi courte durée que le sera celui-ci ; les travailleurs reviendront à une plus grande activité militante au moment de la reprise. (...)

Ainsi, la classe ouvrière ne serait "combative" que lors des périodes fastes, lorsqu'il y a accumulation du capital ! D'aucuns ne l'accusait-elle pas, il y a peu de temps encore, de s'embourgeoiser ? Qui croire ? L'histoire s'est déjà chargée de rayer d'un trait ce type de jugement "universitaire" (l'Université s'est beaucoup intéressée ces dernières années aux

phénomènes de transformation et de déclin syndicaux, tant en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis) : les mobilisations révolutionnaires des masses de 1917 en Russie, de 1918-23 en Allemagne, de 1936 en Espagne et en France... ne se sont pas développées alors que l'économie capitaliste était en plein essor, bien au contraire.

"EXPLICATION" SOCIOLOGIQUE

«Les autres explications économiques se fondent sur des tendances à plus long terme. Par exemple, certains expliquent que la récession actuelle aura des conséquences permanentes sur la capacité des travailleurs et des syndicats de défendre leurs intérêts, car elle accélère la restructuration industrielle ; or celle-ci est défavorable au mouvement syndical, puisque les industries les plus gravement touchées par le chômage (la sidérurgie, le textile, la construction automobile) sont des bastions traditionnels du syndicalisme. Au contraire, l'emploi se développe dans des secteurs (spécialement le tertiaire) qui n'ont ni mouvement syndical fort, ni traditions de lutte.

Cette thèse de la restructuration industrielle est compatible avec une autre série d'explications économiques, la théorie bien connue de la société "post-industrielle". Bell, Touraine et d'autres affirment que les sociétés industrielles avancées connaissent un changement fondamental et à long terme de leurs activités économiques : l'«information» et les «services» sont en train de remplacer le secteur de la production de biens manufacturés comme force motrice de l'économie. Ce déplacement à son tour a un effet sur la structure de l'emploi : schématiquement, il y a une forte croissance des activités de savoir et de savoir-faire (scientifiques, ingénieurs, techniciens) et des activités de services, tandis que la production de biens, notamment l'industrie lourde, perd des emplois. Les

conséquences pour le mouvement ouvrier sont identiques à celles que nous avons exposées plus haut : le syndicalisme industriel traditionnel s'efface. Dans cette optique, la «crise» du mouvement ouvrier français est celle que connaissent à des degrés divers les syndicats de tous les pays industriels.»

Ces explications "sociologiques" n'ont pas de frontières. En France, Touraine n'est-il pas présenté en maître à penser !

Mais ces "théories" qui, nous l'avons vu plus haut, n'en sont pas à une contradiction près, ont une fonction précise : utiliser la caution d'études pseudo-scientifiques pour masquer les questions fondamentales auxquelles est confrontée la classe ouvrière, brouiller les cartes. Il ne s'agit pas de nier les modifications de structure de l'emploi qui se sont produites depuis l'après-guerre : diminution du nombre d'emplois dans l'industrie, gonflement dans le secteur des "services". Mais qui peut nier que la masse des salariés a considérablement augmenté et que corrélativement le nombre de paysans, d'artisans, de commerçants (catalogables dans la petite bourgeoisie) soit en chute libre. Selon un rapport de l'INSEE en huit ans le nombre des exploitants agricoles serait passé de 1 470 000 à 991 000, celui des artisans, commerçants de 1 819 000 à 1 758 000, celui des cadres et professions intellectuelles supérieures de 1 857 000 à 2 604 000, celui des professions intermédiaires de 3 813 000 à 4 452 000, celui des employés de 5 500 000 à 5 898 000, celui des ouvriers de 7 007 000 à 6 531 000.

CLASSE OUVRIERE ET SALARIES

Manifestement, cette classification est arbitraire. Les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprises sont des catégories très diverses économiquement et socialement. Etre artisan ou commerçant ce n'est déjà pas la même chose. Et comment peut-on fourrer dans le même sac sociologique des artisans employant éventuellement quelques salariés et des PDG en employant des centaines, des milliers et parfois des dizaines de milliers ? La rubrique "cadres et professions intellectuelles supérieures" est un fourre-tout. A quoi correspond la rubrique "professions intermédiaires" ? Mystère.

Il est surtout indispensable d'écarter certaines confusions systématiques et bien souvent voulues. Il n'est pas besoin d'avoir la gueule noire, les mains pleines de cambouis, de porter un bleu pour faire partie de la classe ouvrière. Il suffit de ne posséder en propre que sa force de travail, d'être obligé de la vendre pour vivre, à ceux qui possèdent les moyens de production et que cette force de travail serve à la production de marchandises pour en faire partie. En ce sens, nombre de travailleurs de l'électronique, qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre, et à la condition qu'elle soit utilisée à la production de marchandises, font partie de la classe ouvrière — qu'ils portent une blouse blanche ou des bleus de travail, qu'ils en aient conscience ou non.

Par ailleurs, il est incontestable que le nombre de salariés ceux qui, pour vivre, sont obligés de vendre leur force de travail s'est considérablement accru. Certes, parmi les salariés le personnel de direction, d'encadrement, comme les forces répressives sont en situation antagoniques avec la classe ouvrière. Ce n'est pas le cas de la grande masse de ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre. S'ils ne participent pas à la production de marchandises, ils ne sauraient être classés dans la classe ouvrière car ils ne produisent pas de valeur, pas de plus-value. Marx écrivait par rapport aux employés de commerce :

«Il (l'employé de commerce) travaille tout autant qu'un autre (travailleur contraint de vendre sa force de travail), mais intrinsèquement, son travail ne crée ni valeur, ni produit. Il fait partie lui-même des faux frais de la production. Ce qui fait son utilité, ce n'est pas qu'il change une fonction improductive en fonction productive (ou un travail improductif en travail productif). Ce serait miracle que cette transformation put avoir lieu grâce à un tel transfert de fonction. Son utilité consiste à réduire la force de travail et le temps de travail que la société consacre à cette fonction improductive (achat et vente des marchandises, NDLR).»

Marx l'explique : comme un ouvrier il vend à sa valeur sa force de travail et comme un ouvrier «...*Quelle que soit sa rémunération, comme salarié, il travaille gratuitement une partie de son temps.*»

La grande masse des employés de bureau, des administratifs, etc... non seulement ne produit pas de valeur, mais elle n'accomplit pas un travail nécessaire. Pire, le nombre des salariés qui sont utilisés à des activités franchement parasitaires ne cesse de croître. Pourtant si ni les uns ni les autres ne sont des ouvriers, s'ils n'appartiennent pas à la classe ouvrière, dans la mesure où ils sont des salariés contraints de vendre leur force de travail à sa valeur, ils sont dans la situation d'exploités. Leur est payée une partie de leur temps de travail ; le prix de l'entretien et de renouvellement de leur force de travail. L'autre partie de leur temps de travail est accaparée par ceux qui achètent cette force de travail.

Ce n'est pas tout. La puissance de la classe ouvrière lui vient de son rôle déterminant dans la production. En raison de ce rôle, elle est la seule classe qui puisse en finir avec le mode de

production capitaliste historiquement en crise et puisse lui substituer une organisation de la production conduisant au socialisme. Le nombre des ouvriers qui la constituent est important mais n'est pas le plus important. La classe ouvrière, en combattant pour ses propres objectifs, ouvre la seule voie possible à toutes les couches exploitées, que menacent la décomposition, la crise historique, du mode de production capitaliste, celle de la constitution d'un gouvernement ouvrier, d'un pouvoir ouvrier. L'impulsion que la classe ouvrière peut donner aux autres couches de salariés exploités est décisive.

Faut-il rappeler que les employés ont, à maintes reprises, mené de puissantes grèves et manifestations, de formidables mouvements ? Faut-il rappeler qu'en 1936, par exemple, entraînés par le flot du mouvement de la classe ouvrière, y compris les garçons de café, des gens de maison, ont fait grève et ont constitué leurs syndicats ?

Alors pourquoi proclamer la fin de la classe ouvrière ? Qui a intérêt à le proclamer ?

LES VÉRITABLES RAISONS

Le même ouvrage est néanmoins obligé de faire état d'explications reposant sur des facteurs politiques. Concernant la France, il y est écrit :

«Une seconde catégorie d'explications repose sur les facteurs politiques, en particulier les querelles démoralisantes entre les partis communiste et socialiste. Ayant placé de grands espoirs dans l'union de la gauche au début des années soixante-dix, les travailleurs ont été déçus à partir de 1977, date à laquelle, pour des raisons demeurées incompréhensibles à la plupart d'entre eux, l'union a été rompue. De nombreux travailleurs ont accusé le Parti communiste et son allié syndical, la CGT, d'avoir subordonné les luttes syndicales aux objectifs d'hégémonie politique du parti.»

La direction du PCF ne visait pas à "l'hégémonie politique" en rompant en 1977 "l'Union de la gauche". Elle savait parfaitement qu'au contraire, en apparaissant ainsi que rompant l'unité entre le PS et le PCF, alors qu'ensemble ils pouvaient accéder au pouvoir y compris par les voies électorales de la Ve République, elle s'isolait. C'est précisément pour que Giscard d'Estaing conserve la présidence de la République, que l'UDF et le RPR conservent le pouvoir, que le PCF a rompu en 1977 avec le PS.

Malgré la politique du PCF, aux élections présidentielles de 1981, Giscard d'Estaing a été battu et François Mitterrand, parce que premier secrétaire du PS, a été élu. Aux élections à l'Assemblée Nationale qui ont suivi, une majorité de députés du PS et du PCF a été élue. Dès lors "l'Union de la gauche" s'est reformée. Mitterrand a constitué le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau. Ce gouvernement bourgeois a défendu, contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, les intérêts du capitalisme français décadent.

A ce gouvernement a succédé le gouvernement Mitterrand-Fabius-Crépeau. Le PCF a quitté le gouvernement. Il n'a pas pour autant ouvert une perspective gouvernementale au prolétariat qui corresponde à ses aspirations et à ses intérêts.

En pratique, il a soutenu le nouveau gouvernement et lui a permis d'appliquer sa politique.

Massivement la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse se sont abstenues aux différentes élections. A la faveur de cette circonstance, aux élections à l'Assemblée Nationale de 1986, le RPR et l'UDF ont retrouvé une majorité et ont été appelés par Mitterrand à constituer un nouveau gouvernement auquel le mouvement des étudiants et des lycéens de novembre-décembre 1986 a fait subir une défaite irrémédiable en le contraignant à retirer le projet de réforme de l'Université, dite réforme Devaquet. A nouveau Mitterrand a été élu en 1988 président de la République, mais cette fois contre Chirac. A nouveau Mitterrand a formé des gouvernements bourgeois, les gouvernements Mitterrand-Rocard-Soisson, Mitterrand-Cresson-Soisson, Mitterrand-Bérégoz-Durieux. Pas plus que précédemment le PCF n'a ouvert de perspective gouvernementale. Pire encore, tout ce qu'il peut faire pour que revienne au pouvoir un gouvernement du RPR et de l'UDF, il le fait.

En élisant Mitterrand à la présidence de la République et en envoyant une majorité de députés du PS et du PCF à l'Assemblée Nationale — par deux fois en 1981 et en 1988 — les masses espéraient qu'ils constitueraient un gouvernement du PS et du PCF, sans ministres représentants d'organisations ou de partis bourgeois, dont elles attendaient qu'il applique une politique correspondant à leurs besoins et aspirations. Chacun à leur façon, le PS et le PCF ont pratiqué une politique de défense de la société bourgeoise en crise, de l'Etat bourgeois au détriment du prolétariat.

L'appareil de la CGT a développé une politique correspondant sur le plan syndical à celle que le PCF appliquait : soutien ouvert du gouvernement d'"Union de la gauche", le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau, entre 1981 et 1984, de sabotage, de bouzille des luttes de la classe ouvrière ensuite. Ainsi permettait-il au gouvernement et au patronat de mettre en œuvre leur politique. Bien entendu il s'est ingénié à boucher à la classe ouvrière toute perspective gouvernementale alors qu'il pouvait lancer le mot d'ordre d'un gouvernement du PS et du PCF en exigeant de ces partis qu'ils rompent avec la bourgeoisie, et organiser le combat nécessaire

pour l'imposer aux députés, aux dirigeants de ces partis. Là sont les raisons de la perte de substance de la CGT. Voilà pourquoi, officiellement, elle ne compte plus que 800 000 adhérents.

La FEN a vu ses effectifs fondre et elle éclate pour des raisons similaires. En 1978, la FEN regroupait 550 000 syndiqués, elle n'en compte plus aujourd'hui que 150 000. En 1981, les dirigeants de la FEN se sont mis servilement au service du gouvernement de l'"Union de la gauche" et de sa politique. Ils n'ont cessé depuis d'être les instruments des différents gouvernements qui se sont succédés. Tous ont avancé sur la ligne de la dislocation de l'enseignement public, conforme aux intérêts du capital et donc, pour y parvenir, de dislocation du corps enseignant. Les autres tendances qui sont à la direction de syndicats de la FEN ont appliqué, sur le mode qui leur est propre, une politique de même nature. Ainsi en a-t-il été d'"Unité et Action". Maintenant la direction de la FEN, celle du SNES et toutes les tendances qui occupent dans la FEN et ses syndicats des responsabilités tirent chacune de leur côté

pour déchieter la FEN.

Les dirigeants de FO ont leur style propre. Ils affirment, à qui veut les entendre, que FO est indépendante des partis, des gouvernements et de l'Etat. En même temps, ils se proclament résolument "réformistes". Pendant des années ils ont été les pionniers des "contrats de progrès", de contrats salariaux liant les augmentations de salaires au PNB, à la productivité de l'entreprise. Les accords qu'ils ont signé et signent toujours avec le gouvernement, le patronat, font souvent droit aux revendications du patronat et ils sont innombrables. Ce sont les apôtres de la gestion tripartite, syndicats-patronat-gouvernement (Sécurité Sociale), de la gestion paritaire, syndicat-patronat (UNEDIC) au nom desquelles FO sacrifie les intérêts les plus élémentaires des travailleurs. Certes les gouvernements au pouvoir de 1981 à 1986, de 1988 à aujourd'hui n'ont pas leur préférence. De notoriété publique ils préfèrent avoir affaire à des gouvernements RPR et UDF. La confédération n'a jamais organisé et ne pouvait organiser qu'une mince couche de travailleurs.

L'OBJECTIF POURSUIVI

La perte d'influence des centrales syndicales, la fuite de leurs adhérents va de pair avec la perte d'influence des partis ouvriers-bourgeois traditionnels, leur état squelettique. Fondamentalement, les raisons sont les mêmes : prise en charge des intérêts de la bourgeoisie au détriment des travailleurs, ce qui implique le refus de réaliser le Front unique des organisations ouvrières, syndicats et partis, et bien sûr de combattre pour un gouvernement des partis ouvriers sans représentants de la bourgeoisie.

En fin de compte la crise du syndicalisme résulte de l'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire à influence de masse, formulant les revendications transitoires correspondant à la situation, ouvrant à chaque moment une perspective politique gouvernementale et combattant dans les organisations syndicales sur cette orientation. En cette absence, le mouvement syndical est subordonné par ses appareils aux intérêts de la bourgeoisie, à l'idéologie bourgeoise.

Durant les trois-quarts du XIXe siècle, le patronat et l'Etat ont interdit les syndicats et les associations ouvrières y compris dans les entreprises. Ne pouvant éviter leur construction, le patronat a combattu pour "limiter leur cadre et leur influence à l'entreprise". Maintenant, gouvernement et patronat s'efforcent de se soumettre les organisations syndicales ouvrières. Les moyens sont différents selon les situations, mais les objectifs restent les mêmes. WR Smith précise ainsi l'orientation patronale pour la période actuelle :

«Selon certains, la crise économique s'installant, les dirigeants recherchent une main-d'œuvre plus "flexible", qui leur permet d'abaisser les coûts salariaux par le recours au travail temporaire, à la sous-traitance et à la création de filiales. Les dirigeants d'entreprise s'efforcent également d'éroder le rôle traditionnel du syndicat comme médiateur en "personnalisant" la relation employeur-salarié. Par des dispositifs tels que les groupes d'expression, les cercles de qualité et la fréquente sollicitation de l'opinion du personnel, les employeurs cherchent à développer le sentiment d'appartenance de l'employé à son entreprise, ce qui

doit conduire à une meilleure productivité. Les syndicats voient ainsi une de leurs fonctions essentielles contestée, leur pouvoir de négociation amoindri, ce qui suscite à son tour un scepticisme croissant de la part des salariés sur l'utilité de l'adhésion.»

L'introduction de la flexibilité, l'accroissement de la concurrence entre les salariés, les mesures permettant de les atomiser, d'en faire des individus isolés... voilà les outils "modernes" du patronat. Dans une intervention au Sénat, le ministre Edith Cresson ne disait pas autre chose :

«On ne peut plus aujourd'hui commander les gens comme avant la guerre. Il est temps de développer le dialogue social. La stratégie des entreprises doit être discutée. Les décideurs ne peuvent plus agir unilatéralement.»

Il s'agit donc de passer de l'ancienne mode "des négociations" au "dialogue social moderne". Mais n'est-ce pas l'acceptation de ces nouvelles "relations sociales" qui met en cause l'existence même des organisations syndicales ? En effet, en se situant sur le terrain de classe (et non sur celui de l'entreprise), en s'organisant sur son propre terrain, le prolétariat limite la concurrence entre les salariés. Amener les organisations syndicales à discuter de "la stratégie de l'entreprise", c'est leur faire accepter la logique du mode de production capitaliste, la défense du taux de profit, les exigences de la concurrence, de la productivité. N'est-ce pas le meilleur moyen d'éroder le rôle que devrait avoir les organisations syndicales, d'engager leur destruction afin d'instaurer "des relations personnalisées employeurs-salariés sans obstacles" ? Tels sont les objectifs des gouvernements et du patronat.

Mais quelles sont les analyses et les réponses qu'apportent les dirigeants et les appareils des différentes organisations syndicales ? C'est ce qu'un prochain article examinera.

CONJONCTURE ECONOMIQUE MENAÇANTE...

«DES CHIFFRES TROP BONS POUR ETRE HONNETES»

Aux mois de mai et juin, les communiqués triomphants sur la situation de l'économie capitaliste française se sont succédés. Le 22 mai l'INSEE annonçait que le PIB de la France avait progressé au premier trimestre de l'année 1992 de 1,1 % par rapport au quatrième trimestre de 1991. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, s'en réjouissait et il déclarait que de mars 1991 à mars 1992 la croissance du PIB en France avait été de 2,8 %, autant qu'en Allemagne, qu'elle n'avait été que de 1,4 % aux USA et qu'au Japon elle n'avait pas atteint 2 %. En conséquence il estimait que pour l'ensemble de l'année la croissance dépasserait 2 % — les prévisions antérieures ne la situaient qu'à 1,7-1,9 %. En même temps était annoncé qu'au mois d'avril l'excédent de la balance commerciale française se chiffrait à 7,8 milliards. Si bien qu'au total l'excédent de cette balance depuis le début de l'année 1992 s'élevait à 12,8 milliards, alors qu'au cours des quatre premiers mois de l'année 1991 le déficit enregistré avait été de 16,5 milliards. A quoi était ajouté que la hausse du coût de la vie en 1992 se situerait aux environs de 3,1 % par an et que le "différentiel d'inflation" entre l'Allemagne et la France serait de 1,5 % en faveur de cette dernière. Bérégovoy en concluait :

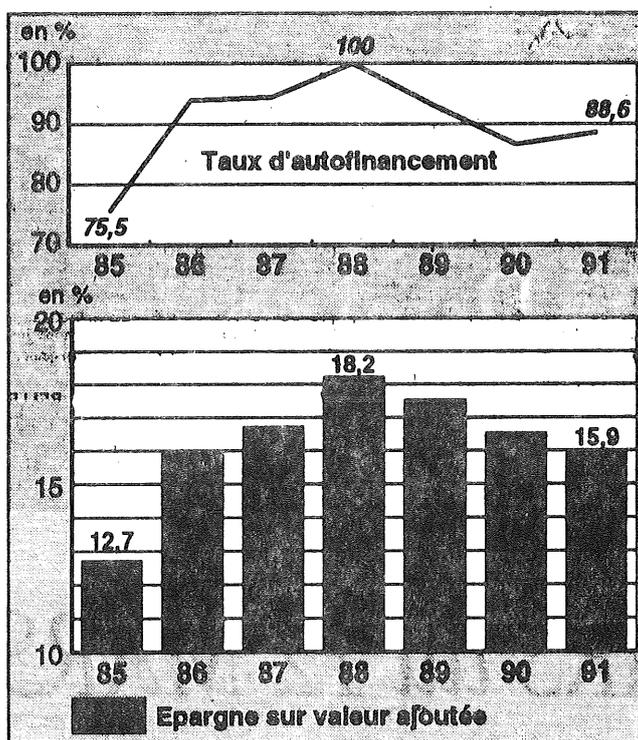
«La croissance est bonne en France. Elle est la meilleure, je crois, des pays industrialisés. Je m'en réjouis... La politique de désinflation compétitive de lutte contre l'inflation pour améliorer notre compétitivité marche bien.»

Toutefois la presse faisait remarquer que les données fournies trimestriellement ne sont pas fiables et doivent généralement être corrigées. Elle allait jusqu'à dire que les chiffres publiés étaient "trop bons pour être honnêtes" (sic). De toute façon, la croissance indiquée reste très faible. Pour l'apprécier, il suffit de la comparer à celle des années précédentes : en 1987 le PIB avait crû de 2,3 %, en 1988 de 4,2 %, en 1989 de 4,5 %, en 1990 de 2,8 et seulement de 1 % en 1991. Prévoir une augmentation de 2 % du PIB en 1992, revient à constater que la croissance de l'économie capitaliste française n'est pas sortie des basses eaux.

En réalité il ne peut y avoir de reprise importante que si croissent de façon considérable les investissements. Or, "Le Monde" du 7 mars 1992 publiait l'article et les graphiques suivants :

Investissements : demande et profits insuffisants

Après avoir été à l'origine de la forte activité des années 1987 à 1989, l'investissement des entreprises aura par la suite - en chutant brutalement - mis fin à la croissance. Rarement retournement aura été aussi soudain ; en 1988 comme en 1989, les dépenses d'investissement productif des entreprises avaient progressé de 10 % en volume. En 1990, la progression avait encore été de 4,8 %. En 1991, les investissements auront reculé de 3 % en valeur réelle. Ce retournement s'explique par la détérioration de l'environnement international, qui fait chuter la demande intérieure dans presque tous les pays industrialisés. Mais l'autre moteur de l'investissement - le profit - connaît lui aussi des défaillances. Le graphique montre qu'après s'être beaucoup amélioré depuis 1985 le taux d'épargne des sociétés (par rapport à la valeur ajoutée), qui représente la part des profits conservée dans l'entreprise, s'est détérioré en 1990 et 1991, du fait de la fiscalité liée à la production et aussi de la lourdeur des taux d'intérêt.



demande intérieure qui en est résultée dans tous les pays" sont à l'origine du retournement de tendance quant aux investissements. Il a ajouté, comme si cela s'additionnait, "l'autre moteur de l'investissement — le profit — connaît, lui, aussi une défaillance". Non, l'un ne s'ajoute pas à l'autre.

Le seul moteur de la production et des investissements est, dans le mode de production capitaliste, le profit. "La détérioration de l'environnement international", "la chute de la demande intérieure" ont eu comme conséquence une tendance à la baisse du taux de profit et donc des investissements.

DEPENDANCE DU MARCHÉ MONDIAL ET DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Par contre, le fait que la détérioration de l'environnement international ait entraîné une chute de la demande intérieure, la baisse du taux de profit indique que le capitalisme français est de plus en plus engagé dans la division internationale du travail et dépendant des marchés européen et mondial. Une étude publiée par le Crédit national, qui porte sur les 63 premiers groupes français, illustre cet engagement. Elle souligne que ces 63 groupes ont, en 1991, investi plus massivement à l'étranger qu'en France, ce qui n'empêche pas que globalement les investissements aient été moindres. De ce point de vue, les données suivantes sont intéressantes :

«Les investissements directs de la France à l'étranger, qui avaient beaucoup progressé ces dernières années, se sont ralentis en 1991, revenant de 147,7 milliards de francs à 108,6 milliards. En revanche, les investissements directs de l'étranger en France ont progressé de 23,7 % passant de 49,4 milliards de francs en 1990 à 61,1 milliards en 1991. La France reste (cependant) l'un des pays investissant le plus à l'étranger se classant au deuxième ou troisième rang mondial.»

Or, sur les 108,6 milliards de francs investis en 1991 à l'étranger, 80 l'auraient été par les 63 premiers groupes français. Point remarquable : en 1991 les investissements physiques de ces groupes se seraient accrus de 13 %, tandis que leurs investissements financiers auraient reculé de 24 %.

«UNE FRANCE PLUS COMPETITIVE»

A nouveau, en mai, le solde de la balance commerciale a été positif. A nouveau ont retenti des cocoricos gouvernementaux. Depuis le début de l'année, le solde global aurait été bénéficiaire de 17,9 milliards de francs alors que pour les mois correspondants de 1991 il était déficitaire de 19 milliards. Là-dessus, le ministère de l'économie et des finances a publié le 22 juin, un dossier triomphalement intitulé "Une France plus compétitive". En 1991, le déficit commercial dans les échanges avec l'Allemagne s'était considérablement réduit : de 48,8 milliards de francs à 7 milliards, le déficit dans les échanges industriels, notamment, s'était réduit de moitié. Toujours en 1991, par rapport à l'ensemble des pays de la CEE, le solde final avait été légèrement positif. Au total, le déficit commercial qui était de 49,4 milliards en 1990, s'était réduit à 30,2 milliards. Selon les prévisions du ministère de l'économie et des finances, cette année le solde de la balance commerciale devrait être légèrement positif. Certes, le solde de la balance commerciale par rapport aux pays de la CEE était à ce moment positif de plus de 20 milliards mais le solde par rapport aux USA et au Japon était largement négatif et il tendait à s'aggraver. Par exemple en mars le déficit vis à vis des USA s'est élevé à 1,8 milliards de francs et en avril à 3,3 milliards.

De plus, il faut remarquer que, s'il y a eu croissance des exportations, l'amélioration du solde de la balance commerciale en 1991 est également due à un ralentissement

"Libération" du 31 mars qui fait état de cette étude commente :

«L'étude annuelle du Crédit national qui énonce ces conclusions ne peut être représentative de l'ensemble du tissu industriel français. Notamment, les activités industrielles représentent 63 % de l'activité des groupes concernés contre 35 % seulement dans l'économie française. A l'inverse, ces groupes ne réalisent que 16 % de leur chiffre d'affaires dans les services alors qu'ils génèrent 41 % de l'activité nationale. Malgré tout, le Crédit national considère que leurs performances "ont une influence déterminante sur l'ensemble du système productif" et à ce titre les ausculte régulièrement.»

N'en déplaise au journaliste de "Libération", le Crédit national a parfaitement raison. Incidemment apparaît l'énorme parasitisme que génère l'économie capitaliste. Ce qui est appelé "les services" ne génère ni valeur d'usage, ni valeur d'échange. Seule la production de marchandises est génératrice de valeur d'usage et de valeur d'échange, la valeur d'échange n'allant pas sans la valeur d'usage. C'est la production de marchandises qui sustente l'économie capitaliste. L'étude du Crédit national est intéressante en ce qu'elle montre l'importance croissante de l'exportation comme exigence pour s'intégrer aux marchés européen et mondial, à la division internationale du travail et aussi que la production industrielle reste décisive.

important des importations. Cette année-là les exportations avaient crû, en prix, de 6 % et les importations de seulement 2 %. Ainsi : le redressement de la balance des biens intermédiaires a résulté de la baisse des importations. Mais l'exportation des biens d'équipements professionnels a progressé de 12 % en prix (plus 32,9 milliards, dont 5 provenant d'une amélioration des ventes d'Airbus). L'exportation d'automobiles a profité de la demande allemande résultant de l'unification, de même que celle des biens d'équipements ménager (plus 17 %). Mais au cours des premiers mois de 1992 la tendance à la régression des importations s'est fortement manifestée. En avril 1992 les exportations se sont élevées à 109,5 milliards (105,9 milliards en moyenne mensuelle depuis le début de l'année) et les importations, qui s'élevaient à 105,7 milliards en mars, n'ont atteint que 101,8 milliards en avril.

"Libération" du 25 juin commentant le dossier "Une France plus compétitive", écrivait :

«Les échanges industriels hors matériel de guerre sont redevenus positifs de 2,6 milliards alors que le trou dépassait 80 milliards il y a deux ans. La France enregistre une vigoureuse croissance de ses exportations, deux fois plus forte que celle des importations.»

Et c'est ainsi que pour la deuxième année consécutive, le commerce extérieur est en train de sauver la croissance... Le commerce extérieur est devenu le pilier de la croissance française. Déjà l'an dernier, on estimait que le rétablissement des comptes avec l'Allemagne avait représenté environ la moitié de la progression du produit intérieur brut (0,5 %). Cette année sa contribution à une croissance prévue de 2 % à 2,3 %, selon les institutions de prévisions, pourrait doubler. Car, face au boom des exportations, la demande française est molle. La consommation des ménages se tient, mais les autres composantes de la demande intérieure sont mauvaises. Et principalement l'investissement des entreprises industrielles, qui pourrait reculer de 8 % en volume cette année, selon les prévisions de l'INSEE.

La situation française est donc paradoxale. Dans un passé récent, les mouvements de reprise étaient nourris par une vive demande intérieure et donc des importations. Cette fois c'est l'inverse. La France, qui a une croissance supérieure à celle de plusieurs de ses partenaires, réussit pourtant à gagner des parts de marché chez eux. Cependant, la morosité des chefs d'entreprises et des commerçants limite les investissements (comme si c'était une question d'humeur ! NDLR) et donc freine les importations. L'économie tourne à deux vitesses. Au sourire des exportateurs répond l'inquiétude des autres. Les prévisions économiques, pour l'année en cours, sont donc à prendre avec des pincettes, car elles ont souvent mal apprécié le redressement du commerce extérieur.»

Soudain les cocoricos font place à l'inquiétude.

FAIBLESSE DE LA "REPRISE" AUX USA

L'extrême dépendance de l'économie française par rapport à la conjoncture internationale, aux marchés européen et mondial, est, ici, manifeste. Il faut donc nous référer à la situation économique internationale pour apprécier les perspectives de l'économie capitaliste en France. Le poids relatif, économique et financier, des USA a beaucoup diminué mais reste prépondérant dans l'économie mondiale. Selon les estimations de la Banque mondiale, en 1990 le PNB des Etats Unis s'est élevé à 5445,42 milliards, celui du Japon à 3140,94 milliards, celui de l'Allemagne à 1411,79 milliards. La "dépression" américaine ne pouvait manquer d'influer sur la conjoncture internationale. D'après les chiffres de l'OCDE aux USA le PIB n'a crû que de 1 % en 1990 et il a diminué de 0,7 % en 1991.

Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, en 1990 la croissance a été de 2,5 % et seulement de 1 % en 1991. Au début de l'année 1992 l'OCDE prévoyait que, pour l'ensemble des pays la composant, la croissance du PIB atteindrait 2,2 % et que ce serait le prélude à un essor économique qui aurait lieu en 1993. Mais dans sa note du 25 juin elle rectifiait son appréciation : la croissance du PIB, pour l'ensemble de ces pays, ne serait que de 1,8 % en 1992. Aux USA le PIB croîtrait de 2,1 % au lieu des 2,2 % antérieurement prévus, au Japon de 1,8 % au lieu des 2,4 % prévus, en Allemagne de 1,3 % au lieu de 1,8. Pour l'ensemble des pays d'Europe, membres de l'OCDE, le

PIB croîtrait de 1,4 % au lieu des 2 % prévus.

La reprise américaine reste incertaine et limitée. Elle résulte d'une légère augmentation de la demande des biens de consommation. Les analystes économiques rappellent qu'au début de l'année 1991 une certaine "reprise" avait également eu lieu mais qu'en fin d'année une rechute s'était produite : diminution de 0,4 %, en rythme annuel, au quatrième trimestre, du PIB. Or, en mai, les ventes au détail n'ont progressé que de 0,2 % alors qu'elles avaient progressé de 0,4 % en avril. Une note du "Monde" du 17 juillet 1992 indique :

«Selon la Réserve fédérale américaine, la production industrielle aux Etats Unis a diminué de 0,3 % en juin. Ce résultat, meilleur que les prévisions des experts — ils tablaient sur une baisse de 0,5 % en raison des mauvais résultats de l'emploi en juin — constitue cependant la première baisse mensuelle après quatre hausses consécutives (+0,5 en mai). Il confirme le manque de vigueur de l'économie américaine observée en juin à travers plusieurs autres indices. Le département du commerce a annoncé pour sa part que les stocks des entreprises avaient augmenté de 0,1 % en mai, après avoir progressé de 0,3 % en avril.»

FAIBLESSE DES INVESTISSEMENTS AUX ETATS UNIS

Pour autant qu'il y ait "reprise", la reprise actuelle est loin d'égaliser celles qui ont suivi les précédentes "récessions" où le taux de croissance avait progressé brutalement de 5 à 6 %. Serge Marti commentait dans "Le Monde" du 7 avril 1992 :

«Une fois de plus (la reprise) est poussée par la consommation, le poste le plus important de l'activité économique puisqu'il représente à lui seul, les deux tiers du produit national. Et le plus préoccupant aussi puisque c'est par là que l'Amérique a péché, sans repentir aucun, au plus fort des années Reagan. Alors qu'il faudrait surtout investir.»

En effet, au cours de ces dernières années, le pourcentage d'investissements par rapport au PNB aurait été de 17 % aux USA alors qu'il aurait été de 30 % au Japon. En 1990 les

pourcentages auraient été les suivants : Japon 25,4 %, Allemagne 15 %, USA 9,03 %. Pendant les quatre dernières années, au Japon, les investissements auraient été supérieurs en valeur absolue à ce qu'ils furent aux USA. Autres données :

«L'infrastructure nationale comme l'équipement des entreprises s'est délabrée : l'investissement public civil n'a atteint, ces dernières années que 0,3 % du PNB, contre 2,1 % en France et 5,1 % au Japon ; la formation brute de capital fixe des entreprises n'a atteint que 9 % du PNB, contre 13 % en Allemagne et près de 20 % au Japon»

indique Marie-France Toinet dans "Le Monde diplomatique" de juin 1992.

L'HYPOTHEQUE DE L'ENDETTEMENT

Les dernières "récessions" aux USA avaient été surmontées au moyen d'augmentations massives des crédits militaires, de réductions d'impôts, d'une politique d'élargissement sans précédent du crédit pour agrandir artificiellement le marché. En conséquence, le déficit du budget fédéral qui s'élevait en 1979 à 40,2 milliards de dollars, a atteint 221,2 milliards en 1986, il est retombé à 146,8 milliards en 1987 ; le déficit de la balance commerciale s'était réduit à 25,3 milliards de dollars en 1980 en raison de la crise et de la réduction des importations, il s'élevait à 160,3 milliards en 1987 pour reculer à 127,2 milliards en 1988. La baisse du cours du dollar (10,61 francs le 26 février 1985, son cours le plus élevé ; 5,32 au début de l'année 1988, à la suite des accords de la Plaza conclus à New York le 22 septembre 1985) a favorisé les exportations américaines qui ont été également favorisées par quelques années de haute conjoncture en Europe. Allant de pair avec les déficits budgétaires, l'endettement aux USA et des USA à l'étranger a progressé à un rythme vertigineux.

«Entre 1980 et 1991, l'endettement cumulé de l'Etat fédéral, des particuliers et de l'industrie (sans parler des autres) est passé d'environ 3800 milliards de dollars à 10 300 milliards.» (Marie-France Toinet, "Le Monde diplomatique" de février 1992).

Mais les conséquences de cette politique pratiquée tout au long des années 1980 obèrent la "reprise" aux USA. Certes, la

balance commerciale a vu son déficit se réduire : 109,4 milliards en 1989, 101,7 milliards en 1990, 66,2 milliards en 1991. Mais cela est dû en partie seulement à l'augmentation des exportations. Dans leurs échanges avec l'Europe, les Etats Unis sont passés d'un déficit commercial de 23 milliards de dollars il y a six ans à un excédent de 16 milliards en 1991. En 1989 se produisait la réunification de l'Allemagne. Elle a provoqué une diminution des exportations et une augmentation des importations allemandes. En conséquence, les exportations des USA sur le marché mondial ont été facilitées. Mais le déficit avec le Japon n'a pas diminué. La réduction du déficit de la balance commerciale américaine vient surtout de la diminution des importations qui a résulté de la "récession". Cependant, ce déficit a tendance à croître à nouveau. Il a atteint 7,38 milliards de dollars pour le mois mai et l'on prévoit qu'il atteindra 75 milliards pour l'ensemble de l'année 1992. Cette aggravation est due à un recul rapide des exportations. Elles ont été handicapées par les faiblesses des partenaires commerciaux des USA notamment du Japon. Quant aux déficits des budgets américains, ils ont repris leur ascension. De 153,2 milliards de dollars en 1989, ils sont passés à 220,5 milliards en 1990, à 268,7 milliards en 1991 et, en 1992, le déficit prévu serait de 400 milliards de dollars, soit 6,7 % du PIB. Or, le déficit est porté à ce niveau malgré une réduction des crédits militaires, en grande partie par l'augmentation de la charge du service de la dette (8,9 % des dépenses budgétaires en 1980, 14,7 % en 1990).

BOOM MOMENTANE EN ALLEMAGNE ET CHOC EN RETOUR

A ce niveau de déficit, le gouvernement des USA peut difficilement opérer une "relance" qui accroîtrait encore celui-ci. Il s'est efforcé de provoquer une "reprise" en élargissant encore le crédit. La FED (Banque centrale des USA) a baissé son taux d'escompte de 7 % en décembre 1989 à 3 % en juillet 1992. Le taux de base des banques (argent à court terme qu'elles se prêtent entre elles) est tombé de 8,25 % en décembre 1989 à 3,5 % en juillet 1992. Mais les banques ne répercutent que partiellement la baisse des taux, ce qui leur permet comme dit la presse "d'améliorer leur santé". Enfin l'endettement est déjà si lourd qu'entreprises et particuliers s'efforcent plutôt de le réduire que de l'aggraver. Par ailleurs, l'Etat américain, afin de se procurer les fonds dont il a besoin, maintient des taux relativement élevés pour ses emprunts à long terme : 8,2 % en avril 1991, 7,9 % en novembre 1991, 7,6 % en janvier 1992, 8 % en avril 1992.

La "récession" de l'économie américaine et des pays anglo-saxons n'a pas eu d'effets brutaux, en 1990 et 1991, sur la CEE car l'activité économique en Allemagne, résultant de sa réunification, s'est répercutée en partie dans les pays de la CEE. En 1990 la croissance, dans la partie ouest de l'Allemagne s'est élevée à 4,5 % et encore à 3,1 % en 1991. Mais le financement de la réunification a coûté extrêmement cher à l'Etat fédéral comme aux Lander et aux municipalités et elle continue à coûter cher.

En 1989 la dette publique totale allemande atteignait 929 milliards de marks. En 1993 elle atteindrait 1875 milliards, soit 58 % du PIB. Les remboursements (intérêts et capital) à la charge de l'Etat fédéral ne cessent de s'alourdir : ils représenteront 11,7 % en 1993 et 14,2 % en 1994 du budget. Le gouvernement a proclamé sa volonté de réduire le déficit budgétaire.

«Le déficit budgétaire allemand pour 1992 sera réduit de 2,6 milliards de marks (9 milliards de francs environ), prévoit le projet de loi de finances rectificative adopté mercredi 13 mai par le gouvernement allemand. Le déficit prévu pour 1992, ramené à 42,7 milliards de marks (143 milliards de francs environ), est inférieur de 18 % à ce qu'il avait été en 1991 (52 milliards de marks).

Le gouvernement a également adopté le programme limitant à 2,5 % la progression annuelle des dépenses budgétaires jusqu'en 1996. Selon ce plan, le déficit fédéral (qui ne tient donc pas compte des Lander, des communes et des différents comptes spéciaux) ne devrait pas dépasser 40 milliards de marks en 1993 et 30 milliards en 1994 pour revenir à 25 milliards de marks en 1995.» ("Le Monde" du 5/5/92).

Depuis la réunification, la hausse des prix s'est accentuée en Allemagne : 3,4 % en 1990, 4,5 % en 1991. L'inflation se développe. D'après la Bundesbank, encore en juin 1992, la masse monétaire a augmenté au rythme de 8,7 % après avoir augmenté de 8,8 % en mai alors que l'objectif était de 3,5 à 5 %. Pour lutter contre, la Bundesbank a pratiqué une politique de restriction de crédit par la hausse des taux d'intérêt : depuis janvier 1989 le taux d'escompte est passé de 4 % à 8,75 %, le taux Lombard de 5,5 % à 9,75 %. Le taux d'escompte est le taux que les banques paient pour que la Bundesbank leur achète des créances commerciales. Le taux Lombard est celui qu'elles paient lorsqu'elles ont besoin d'un crédit urgent, contre des titres déposés en garantie. Les hauts taux d'intérêt ont l'avantage d'attirer des capitaux flottants en Allemagne. Par contre, ils freinent les crédits à l'économie et provoquent un ralentissement de celle-ci.

...REPERCUSSION

La politique des hauts taux d'intérêt que pratique la Bundesbank entraîne aussi de hauts taux d'intérêt dans les autres pays de la CEE. En France, par exemple, les taux à court terme à trois mois sur le marché des euro-devises se situaient à 9,4 % en avril 1991 et à 10 % en avril 1992. Cela devient un facteur de ralentissement de l'activité économique dans toute la CEE. D'autant plus que depuis le début de l'année les exportations allemandes se sont accrues et redeviennent concurrentes des exportations des autres pays sur

le marché européen et le marché mondial. Bien qu'en juin elles aient reculé de 1,2 % par rapport à mai et de 3,8 % par rapport à juin 1991. Mais les importations ont, au cours de ce même mois également reculé de 2,9 % par rapport à mai et de 6,8 % par rapport au mois de juin 1991. La baisse des importations est due à un ralentissement de la demande dans la partie Est de l'Allemagne et les exportations sont victimes de la mauvaise conjoncture que connaissent ses principaux partenaires.

JAPON : DU BOOM ECONOMIQUE... A LA "DEPRESSION"

Alors même qu'en Allemagne un court mais violent boom économique résultait de la réunification allemande, au Japon, en 1990 et 1991, se poursuivait le boom économique qui s'est développé depuis 1987. La croissance s'élevait encore à 5,2 % en 1990 et à 4,5 % en 1991. Mais selon les prévisions de l'OCDE de juin 1992, en 1992 le PIB du Japon n'augmenterait plus que de 1,8 %. En 1990 les investissements s'élevaient à 660 milliards de dollars soit trois fois le montant de ceux enregistrés en Allemagne. Mais déjà en 1991 la production industrielle n'augmentait plus que de 2,1 % par rapport à 1990, alors qu'en 1989 elle avait augmenté de 6,2 % et de 4,6 % en 1990. En 1992 il y aurait une réduction considérable des investissements.

Entre 1988 et 1990 le solde positif de la balance commerciale du Japon s'était réduit de façon importante : 1988 plus 95 milliards de dollars ; 1989 plus 76,9 milliards ; 1990 plus 58 milliards. En 1991 le solde positif se serait élevé à plus 78,2 milliards de dollars. Les importations n'ont augmenté que de 0,7 %, les exportations ont augmenté de 9,6 %. Les échanges commerciaux ont crû de 48 % avec la CEE et de 1,3 % avec

les USA. Le gouvernement japonais fait valoir que la revalorisation du yen a augmenté les prix, en autres devises que le yen, des exportations du Japon.

Une chute brutale des profits a eu lieu, ce qui est décisif pour l'économie capitaliste.

«Pratiquement tous les secteurs souffrent et les grands noms de l'industrie nipponne vont enregistrer des chutes de profits importantes pour l'année fiscale 1991 (qui s'achève le 31 mars) : selon les estimations du Nihon Keizai, les profits de Sony devraient chuter de 80 % (le déclin le plus important depuis 1957), ceux de Toshiba de 60 %, de Hitachi de 44 % et de Matsushita de 28 %. Il en va de même pour les constructeurs automobiles : Toyota et Nissan connaîtront des pertes et Mitsubishi enregistrera un déclin de 8 % de ses profits (en janvier la production automobile a diminué de 1,5 % pour le second mois consécutif)» ("Le Monde" du 2/3/1992).

DEGONFLEMENT DE LA BULLE SPECULATIVE

La chute des cours de la Bourse de Tokyo et ses conséquences inquiètent non seulement le capitalisme japonais mais aussi celui des USA et ceux d'Europe. La spéculation boursière a été favorisée par le bas niveau des taux d'intérêt — la Banque centrale du Japon a pratiqué de 1987 à mai 1989 un taux d'escompte de 2,5 % —. L'indice des cours à la Bourse de Tokyo (l'indice Nikkei) est passé de 18 850,55 le 5 janvier 1987 à 38 915,87 le 29 décembre 1989. De plus dans la perspective d'une formidable hausse des cours, les grandes sociétés ont émis des obligations ne rapportant que 1, 2, 3 % mais éventuellement convertibles, quelques années plus tard, en actions. Elles-mêmes ont spéculé en Bourse. Les banques se sont lancées également dans la spéculation en Bourse. De la même façon la spéculation s'est emparée de l'immobilier.

Mais la Banque du Japon a estimé nécessaire de freiner la spéculation pour éviter que la surévaluation des "actifs" ne déclenchent l'inflation. Entre mai 1989 et août 1990 le taux d'escompte est passé de 2,5 % à 6 %. La "bulle" a commencé à se dégonfler et les prix de l'immobilier à baisser. "Libération" du 17 mars 1992 écrit :

«Le signal était donné : entre janvier et octobre 1990, le Kabuto-cho perd presque 50 % et les prix de l'immobilier quittent leurs déraisonnables sommets. Certes, les maisons de titres y perdront beaucoup d'argent et les spéculateurs immobiliers, coincés par le retournement du marché, laisseront pour plus de 100

milliards de francs de créances douteuses. Mais, dans un premier temps, cet atterrissage forcé n'effleure que la carlingue boursière, laissant intact le moteur.

En 1991, le Japon affichera ainsi une croissance économique largement supérieure aux autres pays industrialisés. Pourtant, depuis quelques mois, la donne est en train de changer. C'est d'abord du côté des banques que la purge tourne à l'asphyxie. Comme leurs consœurs du monde entier, les banques japonaises sont tenues de respecter certains ratios assurant leur solidité. En gros, pour prêter 100 francs, elles doivent disposer de 8 francs de fonds propres. Mais ces fonds propres étaient le plus souvent investis en actions de sociétés amies. Du coup, quand le Nikkei baisse, leurs fonds propres s'évaporent. Selon le Nomura Research Institute, pour pouvoir prêter comme avant, les banques japonaises auraient besoin de 200 milliards de francs. D'où un terrible effondrement des crédits distribués, comme en témoigne l'évolution de la masse monétaire japonaise, qui, le mois dernier, n'a pas augmenté plus vite que l'inflation. Du jamais vu depuis trente ans !

Or, au même moment, voilà que ces fameuses obligations convertibles ou à bons de souscriptions émises dans les années fastes arrivent à échéance. Et, vu les cours de la Bourse, leurs détenteurs, au lieu

d'accepter en échange des actions, vont exiger des espèces sonnantes et trébuchantes. 170 milliards de francs en 1992 à rembourser, plus du double l'an prochain : les entreprises japonaises vont désormais devoir financer la Bourse... Et ne pourront s'en sortir qu'en émettant de nouvelles obligations, assorties, cette fois, d'intérêts d'au moins 6 %. Ce qui risque de faire

une grosse différence dans les comptes annuels...

La force de la "Japan Corporation" fut pendant des années de disposer d'énormes fonds propres pour pouvoir investir et gagner des parts de marché. Ce temps est fini.» (Eric Aeschmann avec Luc Lamprière à Tokyo).

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS AU SECOURS DU CAPITAL

Pour augmenter les liquidités des banques et faciliter le crédit, ainsi que pour redresser les cours en Bourse, la Banque du Japon a ramené son taux d'escompte à 4,5 % en juillet 1991 et à 3,75 % le 1er avril 1992. Pourtant l'indice Nikkei a replongé : le 20 juillet il se situait à 15 884,48 points. En deux ans et demi, les valeurs en Bourse ont perdu 60 %. La capitalisation boursière qui avait atteint 611 000 milliards de yens serait retombée à 254 000 milliards.

En mars, pour donner une impulsion à la production, le gouvernement japonais a décidé d'avancer les dépenses publiques d'infrastructures. Les trois-quarts de celles prévues pour l'année fiscale 1992 (au Japon l'année fiscale commence

au mois d'avril) seraient effectuées au premier semestre (200 milliards de francs environ). Au mois de juillet une nouvelle baisse du taux d'escompte pratiqué par la Banque du Japon était annoncée —0,5 %— ce taux ne serait donc plus que de 3,25 %. Un nouveau plan est annoncé pour la mi-septembre qui viserait à un soutien fiscal, à aider les petites et moyennes entreprises et doperait les dépenses publiques du gouvernement et des collectivités locales. Le 11 août, le ministre des Finances déclarait que son ministère rachèterait une partie des garanties fournies par leurs clients aux banques, qui sont aujourd'hui dévalorisées. Le montant de ce rachat pourrait atteindre 2 000 à 3 000 milliards de yens (environ 100 milliards de francs).

REPERCUSSIONS INTERNATIONALES

Les difficultés économiques du capital japonais sont très menaçantes pour l'économie capitaliste dans son ensemble. Elles ne peuvent qu'accentuer la concurrence japonaise sur le marché mondiale. Les exportations japonaises vont avoir tendance à s'accroître encore, tandis que les importations vont avoir tendance à diminuer. La balance commerciale du Japon en sera encore plus déséquilibrée. Dès le mois de mai, il était estimé que le solde positif de la balance commerciale japonaise dépasserait en 1992 les 100 milliards de dollars. En même temps, le flux des investissements japonais à l'étranger, par suite des besoins de capitaux des banques et des entreprises, risque de se tarir et même de s'inverser. Entre 1985 et 1990 le Japon a investi 600 milliards de dollars à l'étranger. En 1991 il a rapatrié 36,6 milliards de plus qu'il n'a exporté de capitaux. Cela risque de poser de difficiles problèmes en particulier au capitalisme américain : 12 à 13 % des actifs bancaires américains seraient actuellement détenus par les Japonais, 25 % en Californie, 30 % des émissions du trésor américain sont couverts par les banques japonaises.

Le ralentissement de la croissance économique en Allemagne et au Japon, la crise financière et bancaire au Japon, relaient en quelque sorte, la "récession" américaine sans que les USA sortent d'une conjoncture économique se situant à un très bas niveau. Tout l'édifice économique et financier du régime capitaliste est d'une extrême fragilité. Par exemple, c'est une contradiction explosive que le taux d'escompte de la Banque du Japon se situe à 3,25 %, celui de la FED à 3 % et que celui de la Bundesbank atteigne 8,75 %. La dernière hausse a provoqué une crise des changes et une crise boursière. Les capitaux flottants se déplaçant vers l'Allemagne, le dollar a brusquement chuté — il cotait 5,70 francs en mars 1992, le 20 juillet il tombait à 4,9 francs. L'intervention des banques centrales le faisait se relever à 5,04 francs dans la journée. Le 14 août il était redescendu à 4,94 francs. La semaine qui a suivi le relèvement du taux de l'escompte de la Bundesbank (16 juillet), les indices des bourses des valeurs ont chuté : à Tokyo de 6,3 %, à New York de 1,38 %, à Londres de

2,2 %, à Francfort de 5,42 %, à Paris de 3,77 %.

A propos des cours en bourses il faut s'arrêter sur le cas particulier des cours à la Bourse de New York. Le Dow Jones était tombé, le 11 octobre 1990, à 2 365,1 points. Le 13 août 1992, alors que la situation économique aux USA reste mauvaise, il était à 3 313,27 points. "Libération" du 19 juillet en donnait l'explication :

«Avec des taux américains qui ne cessent de baisser, un mouvement de bascule s'opère sur les marchés financiers. Délaissant progressivement les obligations dont la rentabilité devient de moins en moins intéressante, les investisseurs se retournent vers les actions. Tant et si bien que les valeurs des grandes entreprises américaines atteignent des niveaux qui sont sans proportion avec leurs perspectives réelles de rentabilité.

Pour l'heure, le Dow Jones a certes reflué de son plus haut historique, 3413 points, atteint le 1er juin dernier. Il navigue ces jours-ci autour de 3360 points. Mais incontestablement, ce niveau-là est toujours très élevé. Et l'explication du phénomène rappelle de mauvais souvenirs : c'est le gonflement classique — second mécanisme possible de crise — d'une bulle spéculative. Alors, un jour ou l'autre, la bulle pourrait-elle crever, comme lors du krach de novembre 1987, secouant du même coup, mais dans de toutes autres proportions qu'aujourd'hui, les marchés financiers ? Ou bien, passés quelques mois d'affolement, les marchés financiers retrouveront-ils leur calme ?

Or, un krack boursier peut toujours entraîner, comme on le voit au Japon, une crise des instituts financiers et des banques, laquelle peut, en chaîne, entraîner une crise économique majeure dislocatrice du marché mondial.

DEPENDANCE DU CAPITAL FRANÇAIS

L'économie française est inséparable de cet environnement économique et financier international. Les taux d'intérêts que pratique la Banque de France en sont une illustration supplémentaire. Dans ce domaine, si elle veut maintenir la parité du franc-mark, elle est obligatoirement à la remorque de la Bundesbank. Ainsi, en octobre 1991, la Banque de France a voulu abaisser son taux directeur de 0,25 %. Immédiatement le franc a plongé. La Banque de France dut relever ses taux. On constate que les taux inter-bancaires à court terme passe de 9,1 % en avril 1991 à 9,7 % en avril 1992 en Allemagne et qu'en France il passe de 9,4 % à 10 %. Les taux à long terme passent de 8,4 % en Allemagne à 7,9 %, en France ils passent de 8,9 % à 8,7 %. Par conséquent, la distribution du crédit en France est liée à l'évolution des taux d'intérêts en Allemagne.

Le triomphalisme économique et financier des mois de mai et

juin semble déjà assez loin. En juin, la balance commerciale française a, de nouveau, été déficitaire, de peu il est vrai : 951 millions de francs. Plus inquiétant : les échanges avec l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne ont été de nouveau déficitaires, de 1,5 milliards de francs avec l'Allemagne. La consommation intérieure ne progresse que faiblement et les investissements sont toujours en recul. Tout compte fait, l'indice de la production industrielle, hors bâtiment et travaux publics, a été en recul de 0,4 % au premier trimestre 1992 par rapport au premier trimestre de 1991. Par ailleurs, la baisse relative des recettes budgétaires provenant du ralentissement économique de 1991, des exonérations fiscales aux entreprises, de l'augmentation de la charge de la dette, creusent le déficit budgétaire. Dans une étude datée du 21 juillet, la Caisse des dépôts et consignation prévoit un déficit budgétaire de 165 milliards de francs en 1992 alors que le projet de loi budgétaire pour 1992 le fixait à 90 milliards.

OFFENSIVE ECONOMIQUE ET SOCIALE CONTRE LES PROLETARIATS

Mais à quoi est due l'amélioration de la compétitivité française.

«A l'heure où la concurrence s'avive sur des marchés internationaux restreints à la langueur conjoncturelle, la France paraît avoir su tirer son épingle du jeu et gagner des parts de marché.»

Ses exportations progressent fortement vers l'Europe, non plus en Allemagne, où les gains substantiels accumulés entre 1990 et la mi 1991 restent stationnaires depuis l'été dernier, mais dans les autres pays, où la demande n'est pas des plus vigoureuse. De même, sur leurs marchés intérieurs, les entreprises se disent moins menacées par leurs concurrents. Les avantages tirés des coûts salariaux unitaires depuis le milieu des années 80, par rapport à la plupart de nos partenaires de la CEE, sont à l'origine de cette amélioration de la compétitivité. Ils devraient continuer à porter leurs fruits dans le futur.» ("Le Monde de l'économie", 14 juillet 1992).

En d'autres termes : l'amélioration de la compétitivité du capitalisme français résulte de l'offensive contre le pouvoir d'achat, pour l'aggravation des conditions d'exploitation, de travail, de vie, de la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse françaises, de la remise en cause de leurs conquêtes et de leurs acquis. Nous touchons là à un aspect déterminant de la situation de l'économie capitaliste dans son ensemble. La conjoncture économique est incertaine. Mais quand bien même une certaine reprise se développerait-elle qu'elle exigerait une offensive économique et sociale sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale, contre le prolétariat des pays capitalistes dominants, sans parler de la situation à laquelle sont réduites les masses des pays semi-coloniaux et sont menacées d'être réduites celles des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.

Dans son rapport annuel sur les "Perspectives de l'emploi", l'OCDE prévoit qu'en 1992 il y aura 29,9 millions de chômeurs dans les pays qui la composent. Fin juillet 1992 il y avait 2 924 700 chômeurs officiellement dénombrés en France. Pour l'ensemble de l'Allemagne, le nombre de chômeurs dépasse les 3 millions. Au mois de mai, dans la

CEE, le chômage touchait 9,5 % de la population active (contre 8,6 % il y a un an) : Irlande 17,4 %, Espagne 16,7 %, Italie 11 %, Grande-Bretagne 10,7 %, France 10 %, Danemark 9,4 %, Belgique 8,1 %, Portugal 4,8 %, partie Ouest de l'Allemagne 4,6 %, Luxembourg 1,8 %. Le taux de chômage s'élève aux USA à 7,8 %.

La politique d'austérité va s'appliquer et s'accroître. En Espagne, par décret, le gouvernement a décidé au mois de mai de porter le minimum obligatoire de cotisation pour bénéficier des allocations de chômage de 6 mois à un an, les prestations sont diminuées de 10 %, le refus d'une offre d'emploi entraîne l'extinction des droits. Une loi réglementant strictement le droit de grève a été adoptée. Le 21 juillet le gouvernement a décidé d'une augmentation de 2 % de la TVA. Le déficit budgétaire devrait être réduit de 326 milliards de pesetas (17,5 milliards de francs). Les travailleurs en subiront les conséquences. En Belgique augmentation des impôts sur le fuel, le gasoil et les carburants, ainsi que des impôts directs. Austérité budgétaire également en Angleterre qui se traduira notamment par des réductions de crédits pour les routes, les hôpitaux, les logements, les écoles. En Allemagne réduction de crédits qui toucheront les rapatriés, l'apprentissage, la santé, etc... En Italie gouvernement, patronat et syndicats se sont entendus pour mettre fin à l'indexation des salaires sur les prix, restructurations et privatisations d'entreprises publiques y sont programmées.

Réunis à Porto le 10 mai, les ministres des Finances des douze de la CEE ont insisté sur la nécessité de la "modération salariale", "l'assouplissement du marché du travail, des capitaux et des services" et bien sûr sur la rigueur budgétaire comme remède à la faiblesse de la croissance économique.

La liquidation progressive de la Politique Agricole Commune de la CEE fait partie de cette attaque généralisée contre les masses.

C'en est bien fini du temps où il y avait "du grain à moudre". Seul le combat classe contre classe pour en finir avec le régime capitaliste en crise peut permettre aux prolétariats d'éviter une terrible régression sociale.

ADDITIF

JAPON : 500 MILLIARDS DE FRANCS POUR SECOURIR LES BANQUES ET "L'ECONOMIE"

Depuis que cet article a été écrit, d'importants événements économiques et financiers se sont déroulés. Au Japon, le Nikkei est tombé, le 18 août, à 36,77 % de son niveau de décembre 1989. Les conséquences de cette chute des cours en baisse et, parallèlement, des valeurs immobilières, pouvaient être catastrophiques au Japon même (krach bancaire entraînant une crise économique sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale). Mais elles pouvaient être non moins redoutables à l'échelle internationale et notamment aux USA. En effet, il pouvait s'ensuivre un retrait brutal des capitaux japonais engagés à l'étranger, principalement aux USA, qui aurait déséquilibré le fragile édifice financier de ce pays et précipité la dépression économique, la transformer en tempête. L'onde de choc aurait pu disloquer l'économie capitaliste dans son ensemble.

Le gouvernement japonais a fini par réagir durement. Il a décidé de racheter aux banques, à concurrence de 100 milliards

de francs, leurs créances dévalorisées ou même irrécouvrables. Il a autorisé les maisons de crédits et les banques à ne pas faire apparaître dans leurs bilans leurs pertes en bourse. Finalement, il a lancé un programme de travaux publics d'une valeur d'environ 400 milliards de francs. Le tout correspond donc à une augmentation d'environ 500 milliards de francs des dépenses gouvernementales, soit à peu près le tiers des dépenses du budget français. Dans ces conditions, au 11 septembre, le Nikkei est remonté à 48,6 % de son niveau de décembre 1989. La spéculation avait joué à la baisse. Dès l'annonce des mesures gouvernementales elle a joué à la hausse. Reste à savoir la solidité et la durabilité de ce redressement et si, à ce prix, l'économie japonaise va être relancée. C'est peu probable étant donné que ces crédits vont servir principalement à couvrir les banques et les maisons de crédits. Ils ne comprennent pas de mesures visant à relancer la consommation et n'intègrent que des crédits supplémentaires pour des investissements que personne ne veut engager.

CRISE DU SME

Une crise du dollar et du système monétaire européen vient de se produire. Sous l'effet des hauts taux d'intérêts allemands, la spéculation a joué sur le mark au détriment de devises comme le dollar et la livre sterling. Le 1er septembre, le dollar est tombé à son plus bas cours historique : 1,3895 deutschmark et 4,75 francs. Mais le choc monétaire ne s'est pas arrêté là. La situation économique de la Finlande est catastrophique. Son économie, très liée à celle des pays de l'Europe de l'Est, est dans une crise profonde, son PIB a chuté de 6,3 % en 1991. Celle de la Suède est très touchée par la "récession", son PIB a diminué de 1,4 % en 1991. Celle de la Norvège est en meilleur état, son PIB a augmenté de 2 % en 1991.

Déjà, en novembre dernier, alors qu'il venait de se rattacher à l'ECU, le mark finlandais avait dû être dévalué de 12,3 %. La fuite des capitaux, attirés par le deutschmark, s'est accélérée ces dernières semaines. Le gouvernement finlandais a dû décider, le 8 septembre, de décrocher le mark finlandais de l'ECU et de le laisser flotter. En Suède, la crainte s'est répandue que la concurrence finlandaise stimulée par la chute du mark finlandais devienne insupportable aux marchandises suédoises. La fuite des capitaux s'y est accélérée. Mais, postulant à entrer dans le marché commun, le gouvernement n'a pas voulu laisser flotter la couronne suédoise et la décrocher de l'ECU. Aussi a-t-il relevé le taux d'escompte de la banque centrale de 16 à 24 % et finalement jusqu'à 75 %

Ce n'est pas tout. La livre était également menacée. Pour disposer de réserves lui permettant de soutenir sa monnaie, le gouvernement britannique a annoncé le 3 septembre qu'il lançait en emprunt de dix milliards d'ECU (73 milliards de francs). La lire italienne descendait également la pente. Le 11 septembre elle a atteint son cours plancher (6 % en dessous de son cours pivot dans le SME) malgré les milliards de devises étrangères dépensés par la banque d'Italie et d'autres banques centrales pour la soutenir. Pour endiguer la fuite des capitaux et faire refluer ce flux, le gouvernement italien a porté le taux de l'argent au jour le jour jusqu'à 30 %. De son côté, le franc français était menacé. Ce flux de capitaux se dirige vers le deutschmark.

C'est dans ces conditions que la décision a été prise de dévaluer

la lire de 7 % et que le lundi 14 septembre la Bundesbank décidait de baisser son taux d'escompte de 8,75 % à 8,25 % et son taux Lombard de 9,75 % à 9,50 %. Immédiatement les fanfares des partisans du "oui" au référendum sur le traité de Maastricht ont retenti. Et en effet, sur le coup, les indices des cours en bourses ont augmenté de façon importante : 4 % à la Bourse de Paris, 4,4 % à la Bourse de Francfort, 2,16 % à la Bourse de Londres, 2,14 % à la Bourse de New York ; sur les marchés financiers, le dollar est passé, le 15 septembre, de 1,45 deutschmark à 1,48 et de 4,9 francs à 4,99.

Mais dès le lendemain la crise monétaire réapparaissait. La lire retombait sous son nouveau cours pivot. La Banque d'Italie était contrainte de reprendre ses achats de lires en devises étrangères. Les taux d'intérêt remontaient à 18 %. La livre frôlait son cours plancher (2,778 deutschmarks). La banque d'Espagne était contrainte d'intervenir pour soutenir la peseta. Le 16, la banque d'Angleterre était obligée de relever ses taux d'intérêt, jusqu'à 17 % pour son taux d'escompte. Finalement dans la nuit du 16 au 17, la décision était prise que les Banques d'Angleterre et d'Italie laisseraient flotter la livre et la lire qui, de ce fait, sortaient du SME. Décision était également prise de dévaluer de 5 % la peseta espagnole.

Le 18 septembre c'était au tour de la couronne danoise d'être menacée. Le franc français tombait à son tour à son cours plancher. La Banque centrale de Suède portait son taux d'intérêt au jour à jour à 500 %. L'escudo portugais était également menacé. Par contre, le dollar était réconforté. Le 18 septembre il cotait 5,1075 francs et 1,4930 deutschmark.

La situation de l'économie capitaliste ne cesse de se dégrader. Ainsi, "Le Monde" du 5 septembre écrivait :

«Le produit intérieur brut de la partie Ouest de l'Allemagne a reculé de 0,5 % au deuxième trimestre de cette année par rapport au premier trimestre, vient de faire savoir l'Office des statistiques. Par rapport à la même période de l'an dernier, le recul serait de 0,6 %».

Le gouvernement allemand est enserré dans une contradiction criante : d'une part les hauts taux d'intérêt lui sont nécessaires

pour freiner l'inflation, attirer les capitaux en Allemagne et financer son déficit budgétaire ; d'autre part il devrait baisser les taux d'intérêt pour aider à relancer l'économie allemande en accroissant le crédit et aussi parce que les hauts taux d'intérêt disloquent le SME. En France, le gouvernement met l'accent sur le fait qu'à nouveau la balance commerciale a été bénéficiaire de 6,2 milliards en juillet. Mais il oublie de signaler que ce résultat est dû, en grande partie, à ce que les importations stagnent car la production en France progresse peu et les investissements reculent. Les dépenses budgétaires pour l'année 1992 témoignent de cette situation économique. En raison de rentrées fiscales moins importantes que prévues et de dépenses supérieures à celles prévues, au lieu d'un déficit

budgétaire de 89,5 milliards de francs qui était inscrit dans la loi de finances, le déficit serait officiellement entre 180 et 200 milliards de francs. En réalité, il atteindrait 230 milliards. Or, au-dessus de 185 milliards, le déficit dépasse les 3 % du PIB autorisés par les accords de Maastricht pour participer à la Banque Européenne Commune et à la monnaie unique.

Compte tenu de la stagnation de l'économie capitaliste dans son ensemble, dans les milieux patronaux en France et dans les autres pays, se fait de plus en plus entendre la revendication d'une relance économique par l'accroissement des dépenses budgétaires donc des déficits, de même que se fait entendre celle de la baisse des taux d'intérêt.

A BAS L'INTERVENTION MULTIFORME DES PUISSANCES IMPERIALISTES DANS L'EX-YOUGOSLAVIE !

DESAGREGATION DE LA YOUGOSLAVIE ET GUERRE

En juin 1991, la Slovénie et la Croatie, pays alors membres de la fédération yougoslave, proclamaient leur indépendance. Aussitôt "l'armée fédérale", instrument du gouvernement serbe, prenait le contrôle des postes frontières entre la Slovénie d'une part, la Hongrie, l'Autriche, l'Italie de l'autre. La guerre s'engageait entre la Slovénie, la Croatie et la Serbie. Après une trêve de quelques jours, elle reprenait le 2 juillet. Sous la pression de la CEE, la "direction collégiale" de la Yougoslavie, d'ores et déjà démantelée, décidait le retrait de "l'armée fédérale" de la Slovénie. Il s'agissait en fait de concentrer celle-ci en Croatie. La Slovénie n'a pas de frontière commune avec la Serbie et sa population est, ethniquement, à peu près homogène. Pratiquement le gouvernement de Slobodan Milosévic ne pouvait poursuivre la guerre contre la Slovénie.

Par contre, la Croatie compte une forte minorité serbe. Elle a plusieurs centaines de kilomètres de frontières communes avec la Serbie. Proclamant l'indépendance de la Croatie, le gouvernement Tudjman n'apportait aucune garantie quant aux droits nationaux de la population serbe de Croatie. C'était alimenter la propagande et l'action des organisations serbes et du gouvernement grand serbe de Slobodan Milosévic. Déjà, depuis des mois, milices serbes, appuyées par "l'armée fédérale", et forces croates s'affrontaient en Krajina et en Slavonie. Le souvenir des exactions, des crimes, des massacres perpétrés pendant la guerre par les Oustachis contre les Serbes, par les Tchétzniks contre les Croates, ne pouvait, dans ces conditions, que ressurgir. L'intervention de "l'armée fédérale" a donné toute son intensité à cette guerre dont la première phase a ravagé une partie de la Croatie. Croates et Serbes se sont entre-massacrés. Des centaines de milliers d'autres ont dû fuir.

La désagrégation de la Yougoslavie est devenue un processus irréversible. Par référendum, la population de la République de Macédoine s'est prononcée, le 8/9/91, à 95 % des votants,

pour l'indépendance. Le 3 janvier 1992, un "cessez-le feu", conclu sous les auspices de l'ONU entre les gouvernements croate et serbe, entrait partiellement en application. Le 15 les gouvernements de la CEE reconnaissaient comme Etats indépendants la Slovanie et la Croatie. L'accord conclu sur le "cessez-le feu" impliquait l'envoi dans les zones d'affrontements, généralement aux mains de milices serbes et de "l'armée fédérale", de troupes de l'ONU chargées de récupérer les armes que devaient leur remettre les combattants. Fin mars, environ 6000 "casques bleus" ont pénétré dans les zones de combat sur le territoire croate, la guerre est entrée plus ou moins en sommeil. Mais au parlement de Bosnie-Herzégovine la majorité musulmans-croates décidait contre la minorité serbe qu'un référendum aurait lieu le 29 février et le 1er mars au cours duquel les habitants de cette République auraient à se prononcer sur son appartenance ou non à la fédération yougoslave. La "solution" du référendum avait été recommandée par la "Commission d'arbitrage de la conférence européenne de paix en Yougoslavie" que présidait Badinter. La CEE s'engageait à reconnaître, éventuellement, l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. La quasi totalité de la population serbe (32 % des habitants de la Bosnie-Herzégovine) a refusé de voter. Officiellement, 62,68 % du corps électoral aurait participé au référendum et 99,78 % des votants se seraient prononcés pour l'indépendance. Dès lors la partition de la Bosnie-Herzégovine devenait inévitable, organisations croates comme organisations serbes l'exigeaient. Par contre, les organisations et les dirigeants musulmans, en particulier Izetbegovic, président de la République de Bosnie-Herzégovine, déclaraient que l'unité de cette République était intangible.

A noter que, jusqu'à aujourd'hui, les puissances impérialistes ont, à la demande de la Grèce, dont le gouvernement dépend étroitement des USA, refusé de reconnaître l'indépendance de la République de Macédoine. Ils ont décidé de faire droit à l'exigence du gouvernement grec : la République de

Macédoine doit changer de nom car une République de Macédoine indépendante serait, en soi, un appel aux Macédoniens de Grèce (et aussi à ceux de Bulgarie) à lutter pour leur indépendance et à rejoindre cette République.

Cependant, il n'y a pas de frontières qui séparent nettement Serbes, Croates et Musulmans. Ces entités nationales sont imbriquées les unes dans les autres. A peine le référendum était-il terminé que le leader serbe Karadzic, à l'instigation du gouvernement de Belgrade, exigeait la partition. Il précisait que l'Etat serbe devrait couvrir 65 % de la surface de la Bosnie-Herzégovine. A partir du 15 mars l'ONU aménageait à

Sarajevo le quartier général des "casques bleus" (11 000 hommes) qui devaient assurer la "paix" en Croatie. Progressivement, la guerre s'engageait en Bosnie Herzégovine où les milices serbes, appuyées par 150 000 hommes de "l'armée fédérale", en partie repliés de Croatie, prenaient l'avantage sur les milices musulmanes mal armées. En Croatie, elle se rallumait partiellement également à l'initiative de "l'armée fédérale". Le 6 avril, les gouvernements de la CEE reconnaissaient l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Les USA la reconnaissaient le 7, en même temps qu'ils reconnaissaient celle de la Slovénie et de la Croatie.

LA "COMMUNAUTE CROATE DE HERCEG BOSNA

Depuis, la guerre n'a fait que se développer en Bosnie-Herzégovine. La supériorité militaire des Serbes leur a permis d'occuper, selon leurs dires, 60 % du territoire de cette République. La politique poursuivie par le leader serbe a comme objectif l'élimination des territoires que les Serbes occupent militairement des Musulmans et des Croates y compris par l'extermination. C'est la "purification ethnique". De leur côté, les dirigeants croates occupent le maximum de territoires. Le 3 juillet, ils ont constitué "la Communauté croate de Herceg Bosna", c'est-à-dire de l'Herzégovine bosniaque. Elle dispose de sa propre armée. Elle a son président Mate Boban, son administration. "Libération" du 17 juillet écrivait :

«La création de cette entité croate dotée d'autorités "provisoires" et notamment d'une armée, a sérieusement relancé les craintes d'une partition de la Bosnie-Herzégovine peuplée de Musulmans (49,7 %), de Serbes (31,3 %) et de Croates (17,3 %). Zagred et Grude, la petite ville qui abrite le siège des forces croates de Bosnie, clament leur innocence : "C'est comme la résistance française" affirme Mate Boban, 52 ans, un économiste qui fut membre du Parti jusqu'en 1982. "Elle se battait mais elle préparait aussi la vie

future".

On peut toutefois s'interroger sur les chances de survie de la République reconnue par la communauté internationale mais dépeçée au sabre par les Serbes et les Croates. Il ne subsiste que quelques poches de résistance musulmanes, essentiellement dans les villes comme Sarajevo ou Gorazde. Grâce à leur écrasante supériorité, les forces serbo-fédérales affirment contrôler plus de 60 % du territoire ; des régions majoritairement serbes, des régions "historiquement" serbes, enfin des régions nécessaires à la sécurité des Serbes...

Selon Mate Boban, la "communauté croate de Herceg Bosna" couvre 32 % du territoire bosniaque, essentiellement l'Herzégovine de l'Ouest, peuplée en grande majorité de Croates, ainsi qu'une petite portion de Bosnie centrale et de Bosnie du Nord où vivent des Croates. Au total, cette entité abriterait 900 000 personnes, deux tiers de Croates et 25 % de Musulmans, la plupart des Serbes ayant fui devant l'avance de l'armée croate de Bosnie, le HVO (Conseil de défense croate).»

REFERENDUMS ET ELECTIONS

Par ailleurs, le 1er mars se sont déroulés deux autres référendums, l'un au Monténégro, l'autre dans trois communes du Sud de la Serbie. Au Monténégro, 412 000 électeurs (sur 600 000 habitants) étaient appelés à se prononcer sur le maintien de cette République dans ce qui reste de l'Etat yougoslave. 66 % des électeurs se sont prononcés pour, malgré que le référendum ait été "boycotté" par la plupart des partis d'opposition qui réclament l'indépendance, ainsi que par les communautés albanaise et musulmane. Dans les trois communes du Sud de la Serbie, où les Musulmans sont majoritaires à 80 %, 95 % des 45 000 électeurs inscrits se sont prononcés pour l'autonomie.

Le 22 avril, le leader serbe Karadzic, dirigeant du Parti démocratique serbe (SDS) proposait la constitution d'une République serbe au sein d'une République de Bosnie-Herzégovine. Le 17 avril le parlement de l'ex-Yougoslavie proclamait la constitution d'une nouvelle "Yougoslavie" ne comprenant plus que la Serbie et le Monténégro. La nouvelle "Yougoslavie" aurait une surface équivalente à environ la moitié de l'ancienne. Elle regrouperait 10,5 millions d'habitants dont 62,3 % de Serbes, 5 % de Monténégrins. Elle compterait plusieurs minorités ethniques : Albanais 16 %, Musulmans 3,1 %, des Hongrois, des Ruthenes, etc...

Elle pourrait être élargie aux Républiques qui désireraient en faire partie. Cette disposition vise naturellement à permettre aux Républiques serbes qui ont été proclamées, ou qui seraient proclamées sur les territoires croate et bosniaque de se rallier à la nouvelle "Yougoslavie". Pour donner le change, le 5 mai la présidence "yougoslave" annonçait qu'après la proclamation de la nouvelle "Yougoslavie" ... «les questions relatives à l'armée en Bosnie-Herzégovine feraient plus partie de ses compétences». Les trois communautés — musulmane, serbe, croate — de cette République devraient prendre en charge l'armée "fédérale" y stationnant. Au 19 mai, trois mille soldats et officiers serbes et monténégrins devaient être rapatriés dans leur pays.

Bravant les forces répressives serbes, les organisations albanaises du Kosovo organisaient illégalement le 24 mai des élections législatives et présidentielles. "Le Monde" du 27 mai donnait "le compte-rendu" suivant :

«Selon les résultats partiels publiés lundi 25 mai, les élections organisées la veille par les Albanais de souche et les minorités non serbes du Kosovo, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) s'est déjà adjugé 78 des cents sièges à pourvoir au Parlement. M. Ibrahim

Rugova, leader de la LDK et seul candidat à l'élection présidentielle de la "République du Kosovo" auto-proclamée en septembre 1990 à la suite d'un référendum clandestin sur l'indépendance de cette province du Sud de la Serbie, est assuré de sa victoire. Le taux de participation au scrutin a été d'environ 95 %.»

Le 23 juin, la police serbe a empêché que se réunisse le parlement élu le 24 mai.

Le 31 mai, après la promulgation d'une loi électorale sur mesure, les gouvernements serbe et monténégrin ont organisé des élections législatives. L'opposition et les Albanais du Kosovo (90 % de la population) ont refusé d'y participer. Selon une dépêche AFP-Renter :

«Sur les 138 sièges que compte la Chambre des

députés, 73 reviennent au PSS (le parti de Milosevic, NDLR), 33 au Parti radical serbe (extrême droite nationaliste) de M. Vojislav Seselj, 23 au Parti démocratique socialiste monténégrin (ex-communiste), 2 à la Communauté démocratique des Hongrois de Voïvodine, 2 à la Ligue des communistes - Mouvement pour la Yougoslavie et 3 à des candidats indépendants.»

Mais, fait remarquable, officiellement :

«Le taux de participation en Serbie a été de 55,79 % et de 57,45 % au Monténégro... (l'opposition) estime que le taux de participation n'a pas dépassé les 30 %.»

Le 15 juin, l'écrivain serbe Dobrida Cosic était élu président de la nouvelle "Yougoslavie".

EN SERBIE, PAS D'"UNION NATIONALE" POUR LA GUERRE

L'"Union nationale" en Serbie et en Croatie, dans l'ultranationalisme et pour la guerre, est une fiction. Dès l'engagement de l'armée "fédérale" en Croatie, le rappel de réservistes, par dizaines de milliers des jeunes serbes n'ont pas répondu à leur ordre de mobilisation, si bien que cette armée a manqué et manque d'effectifs pour atteindre pleinement ses objectifs militaires, hier en Croatie, aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine. Le gouvernement serbe craint de rappeler de nouveaux réservistes. Le sort des dizaines de milliers de rappelés qui n'ont pas répondu à leur ordre de mobilisation est devenu un grave et explosif problème en Serbie. Aux premiers jours des combats, à Sarajevo, de puissantes manifestations contre la guerre se sont déroulées.

D'importants mouvements d'opposition à la guerre ont eu lieu en Serbie. Le 15 juin, les étudiants de Belgrade se sont mis en grève. A Nis, Kragujevac (Serbie centrale), Novi-Sad (Voïvodine) et Pristina (Kosovo) les étudiants ont fait leurs revendications des étudiants de Belgrade qui portent notamment sur la démission du président serbe (Milosévic), la formation d'un gouvernement d'Union nationale, la tenue d'élections démocratiques. D'après la journaliste du "Monde" (17 juin) :

«En dépit de la campagne de dénigrement menée par la télévision officielle, plus de 15 000 étudiants se rassemblent toutefois chaque soir dans les quartiers où sont organisés des concerts et des tribunes où défilent les noms les plus prestigieux du monde des lettres, du théâtre et du cinéma. Les représentants de l'Eglise serbe orthodoxe, qui a pris fin mai ses distances vis à vis du pouvoir, viennent régulièrement encourager les étudiants "à persévérer dans leurs revendications". Ils ont également trouvé un soutien dans la population de Belgrade qui leur apporte des vivres et des boissons. Le

plus important mouvement étudiant depuis 1968 a aussi bénéficié de la sympathie des agriculteurs qui viennent en tracteur avec des fruits et de la viande, soutenus par les professeurs et le rectorat, les étudiants ont obtenu de la direction universitaire le report des examens.»

Après seize jours de grève, soutenus par la population, 10 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Belgrade. Près du parlement fédéral ils ont rencontré une autre manifestation qui réclamait, elle aussi, le départ de Milosevic, celle des sympathisants du "Mouvement démocratique serbe" (DEFOS). La journaliste du "Monde" qui rend compte de ses événements, écrit (2 juillet) :

«Deux mondes se croisaient à ce carrefour. Deux mondes solidaires dans leurs revendications, mais très différents. D'un côté un mouvement plus populaire qui affecte volontiers la tenue martiale et le folklore nationaliste, et de l'autre l'élite, celle d'une jeunesse qui veut avant tout se tourner vers l'avenir, pour bâtir l'avenir dans l'Europe du XXIe siècle. » (Laissons à la journaliste la responsabilité de "l'Europe du XXIe siècle").

Le dirigeant du "Mouvement du renouveau serbe", Vik Draskovic, demandait le 5 juillet d'arrêter les manifestations qui se déroulaient depuis le 28 juin devant le parlement et qui regroupaient journellement plusieurs dizaines de milliers de personnes. Les dirigeants des autres organisations, composant le "Mouvement démocratique serbe" qui organisait ces manifestations, se sont inclinés. Par contre, à nouveau dans la nuit du 7 au 8 juillet, environ 10 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Belgrade.

MILAN PAVIC, UN AMERICAIN A BELGRADE

Fait remarquable, le 14 juillet, Milan Pavic — milliardaire américain d'origine serbe, résidant en Californie depuis 1956, a été élu premier ministre de la nouvelle "Yougoslavie" par les députés serbes et monténégrins. Son discours a tranché sur l'orientation politique suivie jusqu'alors par le pouvoir :

«Sans craindre de se heurter aux idées toutes faites, M. Pavic a dit : "Le peuple serbe est un petit peuple qui a

toujours voulu être une nation de guerriers et qui aujourd'hui voudrait se battre contre le monde entier (...) Nous ne pouvons pas imputer au monde toute la responsabilité de nos malheurs et il ne faut pas non plus attendre que le monde nous comprenne. (...) "Le monde entier n'est pas contre la Serbie", a-t-il conclu. ("Le Monde" du 16 juillet).

Ce journal ajoute :

«Le Parti radical serbe (SRS) qui s'est adjugé lors des élections du 31 mai dernier, plus de 30 % des sièges de la Chambre basse, a marqué sa désapprobation en votant contre lui. Pour l'extrême droite serbe, l'intervention de M. Pavic relève tout simplement de l'hérésie et son programme n'est pas suffisamment nationaliste. Certes Milan Pavic ne met pas "la question serbe" au premier plan de ses priorités et prône la réconciliation des peuples de l'ex-Yougoslavie

"convaincu par sa propre expérience que les Serbes, les Musulmans, les Croates, etc... ne se haïssent pas, qu'ils ne sont pas enclins à la violence et au meurtre" rappelant qu'il y a "plus d'un million de mariages mixtes" dans l'espace yougoslave.

Le 2 août, le gouvernement croate et le président Tudjman ont organisé en Croatie des élections présidentielles et législatives. Tudjman a obtenu 57,02 % des suffrages exprimés, son parti l'"Union démocratique croate" (HDZ) 40,8 %.

BUREAUCRATIE DECHIREE, ROLE DE L'IMPERIALISME

La non solution et, au contraire, l'exaspération des questions nationales, des minorités dans l'ex-Yougoslavie, comme dans tous les Balkans, sont un héritage de la domination turque, de l'insuffisance du développement économique, de processus politiques inachevés, de l'intervention des grandes puissances européennes (Russie, Autriche-Hongrie, Allemagne, France, Angleterre) tout au long du XIXe siècle, avant et après la deuxième guerre mondiale. A la fin de la deuxième guerre mondiale, le Parti communiste yougoslave a pris le pouvoir et a constitué la République fédérale de Yougoslavie. Certes, les capitalistes et les grands propriétaires fonciers ont été expropriés. Mais le PCY a constitué un énorme appareil bureaucratique, il a engendré une gigantesque bureaucratie opprimante et spoliatrice. D'autres contradictions se sont ajoutées à celles résultant des problèmes nationaux et des minorités non réglés, et notamment, économiques et sociales dues à la gestion bureaucratique. Dans un premier temps, course folle à une super industrialisation selon les critères de "la construction du socialisme dans un seul pays" et collectivisation à toute allure. Après la rupture avec le Kremlin, l'"auto-gestion" qui n'a fait que développer la bureaucratie, accentuer l'inégalité de développement entre les Républiques et à l'intérieur de chacune d'elles, instiller un élément d'anarchie économique. La croissance de la dépendance par rapport à l'impérialisme. Le développement des déficits de la balance commerciale. Un gigantesque endettement. Le recours à "l'économie de marché", etc... Les pressions de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ont contribué à

exacerber ces contradictions, jusqu'au point où elles ont déchiré la bureaucratie yougoslave et disloqué l'appareil bureaucratique.

Mais la révolution prolétarienne n'a pas déferlé et balayé les composantes de cet appareil, les différents éléments de cette bureaucratie. Comme en URSS, les différentes parties de la bureaucratie déchirée se sont moulées dans le cadre des Républiques. Les unes et les autres sont devenues ultra-nationalistes, particulièrement les composantes serbe, croate, slovène. Elles ont déformé, infecté des questions nationales bien réelles. Au nom des "droits" des Serbes ou des Croates, les dirigeants Serbes ont foulé aux pieds ceux des Croates et des autres nationalités, les dirigeants Croates ont foulé aux pieds ceux des Serbes et d'autres nationalités.

Cependant, ce qui a rendu inévitable cette guerre et, par conséquent, les carnages, les massacres, les bombardements, les incendies, les camps d'internement sinon d'extermination, la politique dite de "purification ethnique", les exodes massifs de populations, c'est une fois encore le jeu des puissances impérialistes qui se déroule derrière les rideaux de fumée des démarches diplomatiques, des "conférences pour la paix", de l'intervention des "casques bleus", des ponts aériens et des "convois humanitaires". C'est un fait maintenant établi et indiscutable, l'antagonisme entre l'impérialisme français et l'impérialisme allemand a joué un rôle moteur dans le déclenchement de la guerre et sa poursuite.

IMPERIALISME ALLEMAND ET IMPERIALISME FRANÇAIS

Nul n'en disconvient, l'impérialisme allemand, appuyé par l'impérialisme italien, a soutenu, impulsé la politique des segments de la bureaucratie yougoslave éclatée qui sont à la tête, contrôlent et dirigent les Républiques de Slovénie et de Croatie. A cet égard, la décision prise par le gouvernement allemand de reconnaître, sans plus attendre, le 23 décembre 1991, l'indépendance des Républiques de Slovénie et de Croatie, est significative. Le gouvernement allemand a pris cette décision alors que les gouvernements des pays composant la CEE, Allemagne comprise, venaient de définir les conditions à remplir : «pour la reconnaissance des nouveaux Etats en Europe de l'Est et en Union Soviétique». Concernant la Croatie et la Slovénie, ces mêmes pays avaient décidé de reconnaître leur indépendance le 15 janvier 1992, seulement si ces Républiques remplassaient les dites conditions. L'objectif de l'impérialisme allemand est de démanteler la Yougoslavie, de faire de la Croatie et de la Slovanie des semi-colonies et ses bases économiques et politiques pour assurer sa pénétration dans les Balkans alors que l'effondrement des régimes bureaucratiques, liés au Kremlin et en dépendant, ouvre cette région à la pénétration du capital. Incidemment, la Croatie et

la Slovénie, réduites à l'état de semi-colonies de l'impérialisme allemand, lui permettraient d'avoir un accès direct sur la Méditerranée.

Du côté de l'impérialisme français, il s'agissait, au contraire, de maintenir la Yougoslavie comme barrage à l'impérialisme allemand et comme base de sa pénétration dans les Balkans. A ce propos, un passage d'un article de Claire Tréau, publié dans "Le Monde" du 30 juin 1991 expliquait :

«En fait, depuis le début de la crise, M. Mitterrand avait pris le parti des Serbes, celui de l'Etat unitaire, dont il fut le dernier en Europe à admettre la dislocation. L'Allemagne avait annoncé, des semaines avant, qu'au 15 janvier elle reconnaîtrait l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie (dès le 23 décembre 1991 elle l'a reconnue, NDLR). Alors que la pression des faits et celle de Bonn avaient eu raison de toutes les résistances, le président de la République, le 14 au soir, hésitait encore.

Il a fallu que Roland Dumas, après un coup de téléphone à Douglas Hurd, qui lui annonça que Londres allait reconnaître les deux Républiques, aille expliquer à l'Elysée que la France, cette fois, serait seule, pour que Mitterrand finisse par céder.»

Sur les 11 000 "casques bleus" envoyés en Croatie pour contrôler le "cessez-le feu" et "désarmer les milices", 2750 sont des soldats français que les gouvernements Mitterrand-Cresson-Soisson et Mitterrand-Bérégovoy-Durieux ont mis "à la disposition de l'ONU". Un général français commande en second les forces de l'ONU. Ce n'est pas un hasard. D'une façon ou d'une autre, l'impérialisme français s'efforce d'être présent dans l'ex-Yougoslavie et d'y avancer ses pions.

Dès le 2 mai, Roland Dumas présentait à ses "collègues" de la CEE un "plan de paix" :

« Poursuivre le pont aérien vers Sarajevo qui permet d'acheminer vivres et médicaments et de réembarquer vers des zones plus calmes les blessés, ainsi que les femmes et les enfants et les personnes les plus vulnérables.

• Réaliser les conditions de l'envoi des "casques bleus"

TOURNANT TACTIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le 15 mai, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait à l'unanimité une résolution, laquelle exigeait qu'aucune force, y compris serbe ou croate, n'intervienne en Bosnie-Herzégovine. Elle envisageait l'envoi de "casques bleus" pour y "maintenir la paix". Le 17 mai, le quartier général des "casques bleus" évacuait Sarajevo. Ensuite, le langage s'est durci : mise en garde à la Serbie parce qu'elle fait obstruction à l'accomplissement des tâches des "casques bleus". Le Conseil de sécurité envisage alors de prendre des sanctions économiques contre la Serbie. Le 22 mai, James Baker évoque publiquement la possibilité d'une action militaire contre la Serbie. Le 23 mai, les gouvernements des pays membres de la CEE envisagent d'appliquer des sanctions économiques contre la Serbie.

Le 30 mai, le Conseil de sécurité décrète l'embargo économique total à l'encontre de la nouvelle "Yougoslavie", embargo qui allait jusqu'à l'exclusion des manifestations sportives internationales des athlètes de celle-ci. Le 8 juin, le Conseil de sécurité décide d'envoyer un millier de "casques bleus" protéger l'aérodrome de Sarajevo soumis aux bombardements serbes, afin de permettre que se poursuive "l'aide humanitaire". Le 21 juin, la présidence de la Bosnie-Herzégovine proclame "l'état de guerre".

Le 26 juin, le Conseil européen composé des chefs d'Etats et de gouvernements de la CEE, réuni à Lisbonne, publie une déclaration où les douze affirment qu'ils « n'excluent pas (d'utiliser) des moyens militaires pour accompagner l'action humanitaire ». Au cours de ce sommet, Mitterrand opère un

en Bosnie. Leur mission serait de séparer les combattants, c'est-à-dire de garantir aux Serbes (et par la même occasion aux Croates) les positions qu'ils ont conquis.

Envisageant l'attitude à adopter vis à vis de la nouvelle "Yougoslavie", Roland Dumas expliquait :

« La Yougoslavie a été engagée dans un processus de désagrégation. Parallèlement, de nouvelles Républiques se sont proclamées indépendantes et nous les avons reconnues. Au-delà de ce phénomène de séparation, deux Etats, la Serbie et le Monténégro, se sont rassemblés. Il faut tirer les conclusions à douze. Pourquoi ne pas envisager une reconnaissance réciproque de ces Républiques et de la fédération de la Serbie et du Monténégro : une telle initiative permettrait d'ouvrir le débat sur l'avenir de l'armée fédérale.»

Le gouvernement français, de façon à peine masquée, poursuit une politique de soutien du gouvernement serbe. Comme il ne peut avoir d'emprise sur l'ensemble des pays qui composaient l'ancienne Yougoslavie, il l'aide, autant qu'il lui est possible, à constituer la Grande Serbie.

tournant tactique. "Le Monde" du 28 juin note :

« Ce n'est pas la première fois que la France appelle ses partenaires européens à agir face au conflit dans l'ex-Yougoslavie comme l'a fait, vendredi 26 juin, M. Mitterrand, à l'ouverture du sommet de Lisbonne. C'est la première fois, en revanche, que le chef de l'Etat français désigne explicitement la Serbie comme l'agresseur dans le conflit qui fait rage actuellement en Bosnie-Herzégovine et qu'il formule à son encontre une série de propositions s'inscrivant dans le registre de la coercition.

(...) M. Mitterrand n'a cessé, depuis le début de la crise, il y a un an, de ménager Belgrade, d'abord en résistant à l'idée d'un éclatement de la fédération, puis en refusant d'imputer aux seuls Serbes, la responsabilité des violences et en faisant à maintes reprises allusion à une sorte de responsabilité historique des Croates.

Tout récemment encore, lorsqu'il fut décidé à l'ONU de sanctionner la Serbie, la France ne s'est ralliée que de mauvaise grâce, en veillant à ce que la résolution fasse également état de la participation des troupes croates aux combats en Bosnie. Le président a admis, vendredi à Lisbonne, que "La Serbie est aujourd'hui l'agresseur, même si l'origine du conflit vient de beaucoup plus loin.»

LE VOYAGE SPECTACLE DE MITTERRAND ET LA SUITE

Dans la foulée, Mitterrand a entrepris son voyage spectacle du 27 à Sarajevo, alors que l'ultimatum de l'ONU à la Serbie lui intimant de prendre des mesures pour permettre l'utilisation de l'aérodrome, expirait le 29. Le 29 juin, un premier avion français pouvait atterrir sur cet aérodrome. Une fois de plus

Mitterrand "se plaçait" et tirait la couverture à lui. Les combats n'en continuaient pas moins et Lord Carrington en mission, au même moment en Bosnie-Herzégovine, au compte des gouvernements de la CEE, ne parvenait pas à faire accepter à la présidence de cette République le projet des douze de

“cantonisation” sur une base ethnique de cette région. Après comme avant, Mitterrand a maintenu son soutien indirect au gouvernement serbe. Au cours d’une conférence de presse, tenue le 8 juillet, il a attribué à l’“Histoire”, avec un grand H, la responsabilité de la situation actuelle dans l’ex-Yougoslavie :

«Nous sommes là devant un produit de l’Histoire qui a fait que pendant des siècles ces populations se sont combattues.»

Evoquant l’ancienne Yougoslavie, il explique :

«Le Serbe de Croatie pouvait se sentir menacé, mais il se sentait protégé par un pouvoir fédéral. Il était Yougoslave. Dans une Croatie indépendante, il devient Croate. Comme la protection des minorités n’est plus assurée par un pouvoir central, ou au moins le pense-t-il, il faut créer un pouvoir supérieur qui impose le droit.»

Tout y est ; le regret de l’ancienne Yougoslavie dominée par la bureaucratie serbe ; l’autorité qui impose le droit, c’est-à-dire la subordination aux grandes puissances, en particulier à l’impérialisme français, grandes puissances soumettant les peuples de cette région à leur “droit”.

LA CONFERENCE DE LONDRES

A la demande des Etats-Unis, le Conseil de sécurité discutait et votait, le 13 août, deux résolutions : la première sur l’acheminement de l’aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine, par la force si nécessaire ; la seconde sur l’accès aux camps de détention et condamnant les violations du droit humanitaire, notamment la politique “d’épuration ethnique”. Pourtant, les USA excluaient toute participation de l’armée de terre américaine à d’éventuelles opérations militaires. Mais immédiatement le gouvernement français se déclarait prêt à envoyer 1100 hommes supplémentaires en Yougoslavie. Alors qu’il avait refusé précédemment d’envoyer des troupes, retournant sa position, le gouvernement anglais décidait le 18 août d’envoyer 1800 hommes. Bientôt le gouvernement italien faisait de même, ce sont 1100 à 1500 hommes qu’il décidait d’envoyer.

Le 26 août s’est ouverte la conférence de Londres. Organisée à l’initiative du gouvernement britannique, elle a réuni les belligérants, la CEE, des représentants de l’ONU, de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe). Elle a accouché d’une batterie impressionnante de “résolutions” dont “Libération” du 28 août dit :

«Les résolutions approuvées recommandent en quelque sorte la “marche à suivre” sur la voie de la paix, mais rien de plus. Certes, les Nations unies ont confirmé, en marge de la réunion, leur plan d’envoyer de nouvelles troupes afin de protéger les convois humanitaires (de l’ordre de 6000, mais le nombre exact devrait être déterminé la semaine prochaine, après étude du Conseil

de sécurité), mais le résultat reste maigre pour ceux qui espéraient une réponse plus directe aux combats qui sévissent actuellement en ex-Yougoslavie. John Major, vantant la réussite de l’exercice, en a retiré six aspects positifs. D’abord la relance du processus sous le contrôle effectif de l’ONU et de la CEE, la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par les autres républiques, un accord sur les mécanismes de négociation, l’accroissement de l’effort d’aide humanitaire, la perspective de démantèlement des camps de prisonniers, et un accord sur une pression accrue sur les belligérants.

Dans la résolution sur la Bosnie-Herzégovine, il est également question du respect de l’intégrité des frontières actuelles, à moins qu’elles ne soient changées par “accord mutuel”, de la démilitarisation des villes les plus importantes et la mise en place d’une force internationale de maintien de la paix. Un ensemble de mesures somme toute sans surprise.»

Le numéro du 29 août de ce même journal ajoute :

«A défaut de grandes décisions, la réunion de Londres, spectaculaire par son ampleur, aura permis de fixer les bases d’une reprise des négociations sur l’ex-Yougoslavie. Mais le caractère non officiel (sic) des textes adoptés laisse les diplomates sceptiques, d’autant que sur place les combats continuent.»

UN EMBARGO PERCE COMME UNE PASSOIRE

Chaque puissance impérialiste de grande envergure joue son jeu et de nombreuses décisions prises antérieurement sont restées lettre morte. Ainsi en ce qui concerne l’embargo contre la nouvelle “Yougoslavie” : armes, pétrole, ravitaillement y parviennent par le Danube et même par les ports de Croatie. “Le Monde” du 26 août indiquait :

«Les effets de l’embargo commercial, pétrolier et aérien, décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 1er juin dernier, sont plus que limités. Vu l’intensité de la guerre, les Serbes — et d’autres belligérants d’ailleurs — ne paraissent pas avoir trop de difficultés d’approvisionnement en matériel ou en carburant (sauf le diesel).

On sait que des chargements de produits pétroliers, transitant par la Grèce ou la Roumanie, et destinés

officiellement à la Macédoine, la Croatie ou la Slovénie, sont en fait arrivés... en Serbie. Plusieurs firmes allemandes et même hongroises sont également dans le collimateur. Economiquement, la Serbie et le Monténégro, en dépit de leurs graves problèmes, ne semblent pas pour le moment au bord de la faillite et on aime d’ailleurs rappeler à Belgrade que “la Serbie est un peuple qui n’a jamais connu la faim” ».

Dans “Le Monde diplomatique” de septembre, Claude Julien est précis :

«(une Europe unitaire) continuera-t-elle de laisser arriver en Serbie les livraisons, notamment de produits pétroliers en provenance de la Grèce, de la Roumanie, de Bulgarie ? Permettra-t-elle que se poursuive l’acheminement des chars allemands Léopard et des

MIG de l'ex-RDA dont disposent les forces croates chez elles, mais aussi dans la partie occidentale de la Bosnie-Herzégovine ?»

De leur côté, les Serbes accusent les gouvernements turc et iranien de parachuter des armes aux milices musulmanes.

Il ne s'agit pas seulement de profiteurs de guerre exerçant leur répugnant commerce, mais de soutiens politiques clandestins de puissances impérialistes, soutiens qui n'ont rien à voir avec

le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais relèvent des objectifs spécifiques de chacun de ces impérialismes. Ainsi de toute évidence n'ayant pu maintenir face à l'Allemagne, visant à la désagrégation de la Yougoslavie, l'ancienne République de Yougoslavie, en dépit de toutes les déclarations, condamnations, etc, l'impérialisme français tend à ce que, sous couvert de la nouvelle "Yougoslavie", de la constitution de Républiques serbes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, soit réalisée, au moins en grande partie, la Grande Serbie.

L'IMPERIALISME US JOUE SON PROPRE JEU

Dans le camp dont il fait partie, l'impérialisme français a de redoutables concurrents, notamment l'impérialisme américain. Qui peut douter que la Grande-Bretagne, laquelle, jusqu'alors mettait la pédale douce, a organisé la conférence de Londres et décidé d'envoyer un contingent de soldats anglais en Croatie et, éventuellement, en Bosnie-Herzégovine (alors que jusqu'à présent elle s'y refusait), au compte de l'impérialisme américain ?

Le milliardaire américain Panic, devenu premier ministre de la nouvelle "Yougoslavie", se fait le héraut de la "paix", de l'application des textes de la conférence de Londres. A telle enseigne que, le 30 août, le groupe parlementaire dudit "Parti socialiste" de Slobodan Milosevic, qui à lui seul dispose de la majorité au parlement de la nouvelle "Yougoslavie", et celui du Parti radical serbe de Vojislav Seselj, ont déposé une motion de censure contre le gouvernement de Milan Panic en

raison des engagements que ce dernier a pris à Londres et pour avoir rencontré le président croate Franjo Tudjman et le leader albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Finalement, le "Parti socialiste" a décidé de ne pas voter la censure. Dans son discours devant le parlement, Milan Panic a spécifié :

«Nous ne devons pas crier victoire (en dépit des succès remportés à la conférence de Londres), nous devons plus que jamais, nous employer à éliminer toutes les causes de la crise et de l'application de l'embargo international. Le monde attend cela de nous et nous le ferons». (...) «Or, (explique "Le Monde" du 6 et 7 septembre qui rend compte de ces propos) dans les chancelleries occidentales on ne cache pas que l'une des conditions à la levée de l'embargo contre la Serbie et le Monténégro reste le départ de M. Milosevic, considéré comme le responsable de la tragédie yougoslave».

CONTRE L'INTERVENTION, SOUS TOUTES SES FORMES, DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le simple exposé des événements montre que les questions nationales réelles qui se posent dans l'ex-Yougoslavie (comme dans l'ensemble des Balkans et des pays de l'Est de l'Europe) sont aujourd'hui exploitées par les cliques, issues de l'appareil d'Etat et du Parti de la bureaucratie de l'ex-Yougoslavie, et par les puissances impérialistes pour faire valoir leurs misérables intérêts au détriment des peuples de cette région en aggravant, en infectant les questions nationalistes, en faisant se chevaucher, en imbriquant les oppressions nationales, en ranimant, en poussant au paroxysme les chauvinismes et les haines des uns et des autres.

A bas l'intervention des puissances impérialistes quelle que soit la forme de cette intervention et au premier chef l'intervention militaire qu'elle se couvre sous l'aspect de "l'aide humanitaire" ou de l'intention de "séparer les combattants". A bas tout blocus des pays de l'ex-Yougoslavie. Bien entendu ces revendications doivent être adressées en France au gouvernement, à l'Etat bourgeois français. Une fois de plus cela soulève la question de la rupture avec la bourgeoisie, du Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, pour imposer le retrait des troupes françaises, l'arrêt de l'embargo que le gouvernement français, comme les autres gouvernements, exerce.

A quoi certains objecteront : cela ne résoudre pas les questions nationales dans l'ex-Yougoslavie et plus généralement dans les Balkans. Sans doute. Même si elles prennent quelque distance, en Serbie vis à vis de Milosevic, en Croatie vis à vis de Tudjman, ailleurs vis à vis des gouvernements en place, les organisations existantes dans les pays de l'ex-Yougoslavie, sont des organisations pro-bourgeoises, le plus souvent chauvines, ne menant pas

vraiment la lutte contre les gouvernements au pouvoir. L'exemple de la Serbie est à cet égard illustratif. Le "Mouvement du renouveau serbe" de Vuk Drakovic est aussi "grand serbe" et réactionnaire que le pseudo "Parti socialiste" de Milosevic. Il domine et contrôle le "Mouvement démocratique serbe". Tout ce qu'il peut rechercher c'est un "compromis" avec l'impérialisme, et bien sûr principalement l'impérialisme américain, qui laisserait entières les questions nationales, s'il ne les aggravait pas et qui maintiendrait l'exploitation et l'oppression sur les masses ouvrières et paysannes. Or, la solution des problèmes nationaux est indissolublement liée à la fin de l'oppression politique des masses, de leur exploitation économique et à la marche à leur libération sociale. Les directions étudiantes ont des directions petites bourgeoises incapables d'ouvrir une issue au peuple serbe et aux autres peuples de l'ex-Yougoslavie. Elles lorgnent également du côté des puissances impérialistes. Mais en cas de retrait des troupes impérialistes, camouflées sous les casques bleus, les masses de ces pays, même si c'est avec des errements, seraient mieux en situation de prendre conscience que pour elles aussi l'union nationale est une mystification et que pour régler les problèmes nationaux, il leur faut abattre les cliques dirigeantes et les couches sociales pro-bourgeoises et bourgeoises de leurs propres pays.

Dans les pays de l'ex-Yougoslavie, comme dans l'ensemble des pays des Balkans, comme dans l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe, les questions nationales ne peuvent trouver de solution positive pour les masses, que si sont chassées du pouvoir et de la vie économiques, les fractions des bureaucraties hier dépendantes et au service du Kremlin, aujourd'hui des puissances impérialistes. Seuls des gouvernements ouvriers et paysans portés au pouvoir par le

prolétariat et les masses exploitées ouvrant la voie des Etats Unis Socialistes balkaniques et, au-delà, des Etats Unis Socialistes d'Europe, seraient en mesure de résoudre les questions nationales. Dans l'ex-Yougoslavie, comme dans les Balkans, les pays de l'Europe de l'Est, comme ailleurs, en fin de compte, la construction de Partis Ouvriers Révolutionnaires est la tâche la plus impérieuse, car sans un tel parti il ne peut exister d'authentiques gouvernements ouvriers et paysans.

Il n'en demeure pas moins que dans les pays impérialistes et en premier lieu pour nous en France, agir pour que les

organisations ouvrières (partis et syndicats) exigent le retrait des forces militaires engagées dans l'ex-Yougoslavie, la fin de l'intervention française, quelles que soient ses formes, y compris celle de "l'aide humanitaire", est la plus précieuse des aides qui peuvent être apportées aux peuples de l'ex-Yougoslavie pour qu'ils soient en mesure de résoudre les questions nationales. Tout autre attitude revient à soutenir les manigances des puissances impérialistes et à porter la responsabilité de leurs conséquences.

Le 6/9/1992

ALLEMAGNE : AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS (FIN)

D'IMMENSES BESOINS FINANCIERS

Le capital et le gouvernement allemands ont un besoin pressent et énorme de capitaux pour financer leur politique. "Le Monde" du 9 mai établissait que :

«L'économie des cinq Lander de l'Est s'est effondrée. La production industrielle est au tiers du niveau de 1989. Un emploi sur deux a été supprimé. La productivité de ceux qui ont conservé leur travail n'est que le quart de celle des salariés de l'ouest. La région représente 20 % des habitants et ne produit que 7 % de la richesse totale de la nouvelle Allemagne. Pour éviter misère et exode, l'Etat fédéral et les Lander de l'ouest paient cher : entre 140 et 180 milliards de deutschmarks (entre 475 et 610 milliards de francs cette année), soit environ 35 000 francs reçus par personne à l'Est, enfant compris. Cet énorme effort commence à porter ses fruits : la chute de la production et de l'emploi s'est arrêtée. Mais la reconstruction durera au moins dix ans.

En attendant, il faut continuer à payer. Or, les versements ont déjà fait exploser les équilibres de l'ouest. Limité à 1,2 % en 1989, le déficit public atteint, en 1991, 5 % du produit national brut selon le ministre des finances, 6 % selon d'autres. D'autre part, renforcée par la forte consommation, l'inflation a atteint 4,5 % en un an en avril.»

Mais les besoins d'argent du gouvernement et du capital allemands ne s'arrêtent pas là. Au moment de la réunification ce sont des dizaines de milliards de marks que le gouvernement Kohl s'est engagé à verser en compensation à la bureaucratie du Kremlin. Ce sont des dizaines et des dizaines de milliards de marks qui sont nécessaires pour investir la partie est de l'Allemagne, les pays de l'Europe de l'est, l'ex-URSS. Certes, le capital allemand dispose d'énormes ressources en capital argent. Sa politique vise à accroître encore et toujours plus sa puissance économique et financière. Mais il lui faut dans l'immédiat disposer de centaines et de centaines de milliards pour y parvenir.

ABAISSER LA VALEUR DE LA FORCE DE TRAVAIL, INVESTISSEMENT A L'ETRANGER

Pour financer leur politique, le gouvernement Kohl et le capital allemand ont trois moyens :

- 1) faire supporter aux masses allemandes le poids de leur politique ;
- 2) avoir recours à la planche à billets ;
- 3) faire appel au marché mondial des capitaux.

Dans la pratique, ils utilisent les trois. Ils s'efforcent de faire régresser le pouvoir d'achat des masses, de réduire leur train de vie, notamment dans la partie ouest de l'Allemagne, par l'augmentation des impôts et par l'intensification du taux d'exploitation du prolétariat allemand dans son ensemble. L'exemple de l'industrie est significatif. "Libération" du 9 mai écrit :

«Opel a annoncé cette semaine 6 000 réductions de

postes sur cinq ans. Sur la même période, Volkswagen en supprime au bas mot 12 000, soit 10 % de ses effectifs en Allemagne. Mercedes pratiquera une chirurgie encore plus radicale : 20 000 suppressions d'emplois soit 11 % de ses forces vives mais en deux ans seulement. Jusqu'à BMW qui dans le courant de l'année supprimera 3 000 postes.»

Le capital allemand estime que dans la partie ouest de l'Allemagne la valeur de la force de travail est beaucoup trop élevée. Il faut donc produire autant, sinon plus, en réduisant le nombre de travailleurs employés. En outre, il se propose d'investir dans les pays où la valeur de la force de travail est beaucoup plus basse. Exemple : pour la première fois, depuis que cette firme existe, Mercedes va faire produire une partie de ses voitures à l'étranger. L'exemple le plus probant est cependant celui de Volkswagen. En raison d'acquis particuliers, selon les dirigeants de VW, un ouvrier, dans l'ouest de

l'Allemagne, de cette entreprise "reviendrait", à 71 000 marks par an alors qu'un ouvrier de chez Opel ou Ford ne "reviendrait" qu'à 64 000 marks. Il en résulterait une baisse inquiétante des profits. Aussi VW investit-il massivement dans les pays où la valeur de la force de travail est basse. En 1986 le groupe a racheté SEAT en Espagne, il investit au Mexique et jusqu'en Chine. Depuis, dans l'ex-RDA, il a acquis l'usine qui fabriquait la Trabant et a investi 3,5 milliards de marks (12 milliards de francs). Il a racheté SKODA en

Tchécoslovaquie et il se propose d'y investir 6,1 milliards de marks en cinq ans. Il a également racheté BAZ, investissement prévu : 0,9 milliard de marks d'ici 1996. Le plan d'investissement à l'étranger, 1992-1996, serait de 82 milliards de marks et de 31 milliards en Allemagne pour que le niveau de production soit maintenu et qu'en même temps soit réduit le nombre d'ouvriers. A l'évidence il s'agit également de peser lourdement pour faire baisser la valeur de la force de travail dans la partie ouest de l'Allemagne.

AUTRES CONTRADICTIONS

Le financement des déficits croissants du budget de l'Allemagne par la planche à billets s'opère discrètement et autant que possible de façon limitée. Ainsi, la masse monétaire allemande aurait augmenté de 9,75 % en mars en rythme annuel. Or, la fourchette prévue de la croissance monétaire était de 3,5 à 5,5 % cette année. Mais le gouvernement allemand ne peut pourtant y avoir recours massivement. La position internationale du capital allemand, sa situation dominante en Europe est liée à ce que le mark est une "monnaie forte" et à l'existence de la zone marks.

Aussi, pour combler les déficits, le gouvernement Kohl a-t-il recouru, à grande échelle, à l'emprunt. La dette publique était de 929 milliards de marks avant la réunification. Elle atteindrait 2 000 milliards en 1995 et 2 500 en l'an 2000. Par rapport au PNB, la dette était de 41,5 % en 1989. Elle passerait à 55 % en 1995. Pour combler par l'emprunt les déficits, pour attirer les capitaux étrangers en Allemagne, pour soutenir le cours du mark, la Bundesbank doit pratiquer des taux d'intérêts très élevés sur les emprunts à court terme.

Cette dernière méthode n'est pas non plus sans inconvénients. L'échange en juillet 1990 d'un mark allemand contre un mark ouest allemand a brusquement élargi le marché. En 1990,

la croissance dans la partie ouest de l'Allemagne, d'autant plus que la production s'effondrait à l'est, a atteint 4,5 %. En 1991, cette croissance s'est ralentie : 3,1 %. En 1992 le rythme de croissance du PNB ne serait plus, selon les prévisions, que de 2 %. Les dernières données indiquent :

«Le produit national brut (PNB) a progressé de seulement 0,6 % durant le dernier trimestre de 1991 par rapport au dernier trimestre de 1990, soit la plus faible progression sur trois mois enregistrée depuis 1987 par l'Allemagne fédérale.»

Par rapport au troisième trimestre de 1991, le PNB a même baissé de 0,5 %. Il s'agit de la seconde baisse consécutive d'un trimestre par rapport au précédent, preuve indéniable de récession, selon les normes utilisées aux Etats Unis.»

D'une part les crédits ouverts à la partie est de l'Allemagne sont insuffisants pour maintenir la largeur du marché, d'autant que la masse des chômeurs n'a cessé de progresser, de l'autre que les hauts taux d'intérêts à court terme, plus la baisse du pouvoir d'achat, freinent la demande à l'Ouest.

ANTAGONISMES INTERIMPERIALISTES

Toutes ces contradictions n'ont pas encore explosées. Mais elles tendent les rapports entre les classes et mettent en cause la "Mistbestimmung" (co-gestion). Elle sont menaçantes pour le capital et risquent de déstabiliser le gouvernement Kohl. D'autres s'y ajoutent. La démission de Genscher, ministre des affaires étrangères depuis dix-huit ans, chef du parti libéral, est évidemment liée à l'affaiblissement politique du gouvernement Kohl menacé par les revendications et la mobilisation ouvrières. A son tour, elle contribue à affaiblir ce gouvernement. Mais il y a plus. L'effondrement de la bureaucratie est-allemande, des bureaucraties de l'est de l'Europe, de la bureaucratie du Kremlin ont libéré d'entraves politiques, résultant de sa défaite de 1945, l'impérialisme allemand. Il est, plus que jamais, la puissance économique dominante en Europe et son poids économique, en dépit des contradictions existantes, ne peut que s'accroître face à ses rivaux (sauf krach disloquant l'économie capitaliste dans son ensemble). Libéré politiquement, sa domination sur l'Europe, à l'intérieur de la CEE comme à l'extérieur, s'affirme. Mais il se heurte maintenant aux autres puissances impérialistes et surtout à l'impérialisme américain (voir sa politique dans l'ex-Yougoslavie, sa politique des hauts taux d'intérêts). La dernière réunion du G7 l'a illustré. "Le Monde" rapporte :

«Des propos très vifs avaient été échangés au cours des derniers jours entre les responsables américains et allemands, les premiers accusant les seconds de ralentir

la croissance européenne par l'accumulation d'importants déficits publics et le maintien d'une politique monétaire très stricte. Ce à quoi le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, avait répondu que son pays "finançait ses besoins à partir de sa propre épargne" et "ne prenait d'argent à personne".»

Depuis 1990 l'impérialisme allemand s'est engagé dans un nouveau cours d'expansionnisme économique et politique qui l'amène d'un côté à se heurter de plus en plus vivement au prolétariat, de l'autre à s'affronter aux autres impérialismes. En conséquence, il est inévitable qu'à l'intérieur de la bourgeoisie allemande, qu'entre ses partis, des oppositions se manifestent.

Pour les contenir, il est de plus en plus question de la constitution d'un gouvernement de "grande coalition", CDU-SPD. Le 27 mai, des discussions entre le chancelier Kohl et le président du SPD, Bjorn Enghelm, doivent avoir lieu. Elles porteront sur l'ensemble de la situation politique. Le président du SPD a précisé qu'il ne peut y avoir de "grande coalition" sans élections préalables au Bundestag. Pourtant un gouvernement de ce type existe déjà à Berlin. Or, à la suite des élections dans le Land de Bade-Wurtemberg, un accord a été conclu entre les dirigeants de la CDU et ceux du SPD pour que ce Land soit aussi gouverné par un gouvernement de "grande coalition" que la CDU dirigera.

POUR UN GOUVERNEMENT DU SEUL SPD

En conclusion de cet article, nous reprendrons celle de l'article paru dans le n° 39 de CPS, daté du 7 septembre 1991 et intitulé : "Allemagne 1991 : une nouvelle phase".

«Kohl éprouvant des difficultés à gouverner fait appel au SPD pour l'aider. Que ce parti réponde positivement montre combien il est lié au capital et à l'Etat bourgeois allemands. Mais cette situation nouvelle peut être le point de départ d'une campagne politique qui vise à mobiliser les masses contre cette collaboration, collaboration forcément dirigée contre la population laborieuse allemande. Les mots d'ordre — à

bas cette collaboration — le SPD doit rompre avec Kohl, son gouvernement, la CDU/CSU, la FDP — il doit engager la lutte politique pour un gouvernement du seul SPD — deviennent actuels. Compte tenu des relations politiques concrètes qui existent aujourd'hui en Allemagne, c'est la seule façon d'ouvrir au moment présent, une perspective gouvernementale au prolétariat. Dans la DGB, ses fédérations il faut combattre pour qu'elles adoptent les mots d'ordre : dirigeants du SPD rompez avec le gouvernement Kohl ; rompez avec la CDU/CSU, le FDP ; combattez pour un gouvernement du seul SPD.

UNE TRANSITION VERS UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Seule la classe ouvrière allemande peut régler, conformément aux intérêts de la population laborieuse de ce pays, les problèmes qui s'y posent, y compris ceux de la reconversion et pour ainsi dire de la construction qu'imposent l'obsolescence de la plus grande partie des moyens de production, l'état désastreux des infrastructures et de l'environnement de l'ex-RDA. Y parvenir exige que le prolétariat allemand prenne le pouvoir, qu'il exproprie le capital allemand, qu'il instaure une planification nouvelle, rationnelle, dont la condition première est par conséquent qu'elle soit élaborée et réalisée dans le cadre politique de la démocratie ouvrière et sous contrôle ouvrier.

Encore faut-il tenir compte qu'une planification

pleinement satisfaisante n'existera que lorsqu'elle s'intégrera à un ensemble plus vaste : les Etats Unis Socialistes d'Europe. La révolution allemande qui reste à venir, ouvrira, sans aucun doute, la voie à la révolution prolétarienne en Europe. La route sera vraisemblablement longue et très difficile. Mais il faut l'ouvrir, en commençant par dégager une perspective politique, qui tiennent compte des rapports politiques existants aujourd'hui, et qui soit saisissable par le prolétariat allemand dans son ensemble. Cependant rien n'aboutira si la construction du parti ouvrier révolutionnaire dont la classe ouvrière allemande a besoin n'est pas entreprise en même temps et pour l'accomplissement de ses tâches. Mais pour cela il faut : dire la vérité.»

*

✂

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 100 FFR

NOM : _____ Prénom : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX